

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.1

Assurer une AEP pérenne et de qualité pour toute la population

Disposition Détaillée n°1.1.1

Respecter les prescriptions du Conseil Supérieur d'Hygiène Public de France (avis du 3 avril 2007) relatives à l'AEP des sites isolés et des zones d'habitat insalubre

Descriptif de la Disposition Détaillée

Les prescriptions du CSHPF visent à :

- privilégier les eaux souterraines et la mise en place de pompes à bras pour l'AEP des sites isolés. Un dépassement des teneurs en fer et en manganèse est toléré sans dépasser les recommandations de l'OMS ;
- tolérer l'AEP par de l'eau de pluie récupérée à partir des toitures pour des situations isolées où il n'existe pas d'autres ressources en eau que les eaux de surface contaminées (récupération d'eau pluie structurée mettant en œuvre un traitement complémentaire de type bougie poreuse pour la boisson) ;
- encourager « l'initiative d'installation de bornes fontaines à partir des réseaux d'eau publics dans les zones d'extension spontanée de l'habitat dans la mesure où elle permet d'offrir, aux populations qui en sont dépourvues, une eau dont la qualité est conforme à la réglementation » ;
- pour les sites de chantiers miniers autorisés, approuver « la démarche visant à installer des puits et des dispositifs de traitement des eaux usées » sous réserve de :
 - > prendre en compte l'éloignement des latrines vis-à-vis des puits ;
 - > diffuser une information adaptée ;
 - > mettre en œuvre une stratégie de contrôle aléatoire.

Cadre réglementaire : Avis du CSHPF du 3 avril 2007, dont les conclusions sont adoptées par le Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports par courrier en date du

Pilote : DSDS

Partenaires : DSDS, DAF, DDE, DIREN-DRIRE, C.C. et communes, distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Taux de raccordement à l'AEP des sites isolés
- Taux de raccordement à l'AEP des zones d'habitat insalubre

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.1

Assurer une AEP pérenne et de qualité pour toute la population

Disposition Détaillée n°1.1.2

Sécuriser l'AEP des populations par une diversification des ressources prélevées et le développement d'interconnexions, et rattraper le taux de desserte de la population

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée répond principalement à une problématique quantitative de l'approvisionnement en eau des populations. Elle vise à :

- développer les interconnexions entre communes desservies ;
- diversifier les ressources mobilisées (eaux de surface / eaux souterraines pour des faibles débits, captations de différents cours d'eau, création de forages de secours)

Cette disposition doit être étoffée par l'augmentation des capacités de stockages des unités de gestion de l'eau potable.

La sécurisation de l'AEP pour les aspects qualitatifs est prévue dans l'orientation fondamentale 4 « gestion des risques liés à l'eau », disposition 4.1 : « améliorer la connaissance et la prévention des risques sanitaires ».

Cadre réglementaire : Décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 / Circulaire du 4 juillet 2005 relative à la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse

Pilote : DAF

Partenaires : DSDS, DAF, C.C. et communes, distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de ressources sollicitées par UGE
- (nombre d'interconnexions)/(nombre d'UGE)
- Taux de desserte de la population

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.1

Assurer une AEP pérenne et de qualité pour toute la population

Disposition Détaillée n°1.1.3

Améliorer les caractéristiques organoleptiques de l'eau potable distribuée

Descriptif de la Disposition Détaillée

Un excès de chlore est souvent perçu par le consommateur situé en début de réseau ; il en ressent une gêne et choisit une autre source d'approvisionnement en eau de boisson.

En zone urbaine, le consommateur optera essentiellement pour des eaux embouteillées tandis qu'en zone rurale ou isolée, il est susceptible de se tourner vers des eaux non potables – a minima du point de vue bactériologique.

En conséquence, il s'agit de développer la chloration en réseau afin d'améliorer la qualité gustative de l'eau distribuée et de s'assurer de l'efficacité de la rechloration afin d'éviter la formation de sous-produits.

Pilote : DSDS

Partenaires : DSDS, DAF, C.C. et communes, distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Part de l'eau distribuée au robinet dans la consommation d'eau des ménages
- Part des UGE pour lesquels une chloration en réseau a été mise en place

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.1

Assurer une AEP pérenne et de qualité pour toute la population

Disposition Détaillée n°1.1.4

Poursuivre la mise en conformité des périmètres de protection

Descriptif de la Disposition Détaillée

Le plan national santé environnement (PNSE) 2004-2008 prévoit la protection de la totalité des captages d'eau potable par des périmètres de protection à l'échéance 2010 (action n°10).

Une fois délimités, les périmètres de protection doivent être inscrits dans les PLU. Le contrôle de leur inscription et de leur respect dans les décisions d'urbanisme sont prévus dans la disposition détaillée 5.2.1. : « Prendre en compte l'eau dans les documents de planification relatifs à l'aménagement du territoire ».

Cadre réglementaire : Directive eau potable : 80/778/CEE, modifiée par la directive 98/83/CEE.
Articles L1321-1 à 10, L1323-1 du code de la santé publique; R1321-1 à 68 du

Pilote : DSDS

Partenaires : DSDS, DAF, C.C. et communes, hydrogéologues agréés, Office de l'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Pourcentage de captages AEP disposant d'une délimitation des périmètres de protection arrêtée
- Pourcentage de captages AEP dont les PP sont en cours

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.1

Assurer une AEP pérenne et de qualité pour toute la population

Disposition Détaillée n°1.1.5

Mettre en oeuvre les conditions de fonctionnement et de maintenance des installations de production d'eau potable des sites isolés à l'amont des travaux d'aménagement

Descriptif de la Disposition Détaillée

Compte tenu de l'isolement important de certains des sites à approvisionner, il s'agit de :

- mettre en place un système de production adapté au contexte guyanais, tout en respectant les normes de qualité ou, à défaut et le cas échéant, les dérogations accordées pour certains paramètres (fer et manganèse) pour les pompes à bras ;
- impliquer les populations desservies à l'amont des travaux d'aménagement et à la maintenance des installations.

Les conditions de maintenance et de fonctionnement sont donc à identifier au travers d'études portant sur l'appréciation du contexte socioculturel et économique.

En complément des études, il convient de s'assurer que lors de la mise en place d'une installation, les populations soient bien informées et formées (cf. 5.5.1).

Pilote : DAF

Partenaires : DSDS, DAF, PAG, C.C., Office de l'eau et communes

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de nouveaux captages AEP en sites isolés réalisés sans études socio-économiques / Nombre total d'études d'implantation de captages
- Nombre de captages AEP en sites isolés abandonnés faute de maintenance ou de financement

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.1

Assurer une AEP pérenne et de qualité pour toute la population

Disposition Détaillée n°1.1.6

Garantir une distribution d'eau conforme aux normes de potabilité

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'avis du CSHPF du 3 avril 2007 tolère un dépassement des teneurs en fer et manganèse dans le cas de captages d'eaux souterraines équipés d'une pompe à bras et d'une borne fontaine.

En l'absence de dérogations pour le fer et le manganèse applicables aux pompes à bras, il est rappelé que l'eau distribuée doit être conforme aux normes de potabilité, que ce soit du point de vue bactériologique ou chimique.

Par ailleurs, la dérogation de l'AFSSA concernant la reminéralisation de l'eau sera appliquée. Il est en effet nécessaire de promouvoir la reminéralisation partielle des eaux destinées à la consommation humaine afin d'éviter la corrosion des canalisations et d'atteindre des conditions physico-chimique permettant le traitement des eaux distribuées. Il s'agira notamment d'inclure cette possibilité dans les cahiers des charges de conception des usines, et d'inciter les collectivités à investir pour compléter leurs filières de traitement.

Cadre réglementaire : Articles R1321-1 à 5 du code de la santé publique / Arrêté du 11 janvier 2007 / Avis du CSHPF du 3 avril 2007

Pilote : DSDS

Partenaires : DSDS, DAF, C.C. et communes, distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de captages AEP faisant l'objet d'au moins une non-conformité au cours de l'année
- Pourcentage de sites de chantiers miniers autorisés contrôlés par année
- Nombre de communes ayant fait l'objet d'une mise en demeure de l'administration au sujet de la qualité de l'eau distribuée
- Fréquence de mise à jour de la plateforme internet destinée aux données AEP

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.1

Assurer une AEP pérenne et de qualité pour toute la population

Disposition Détaillée n°1.1.7

Définir une structure d'appui en matière de maintenance des installations d'AEP en sites isolés

Descriptif de la Disposition Détaillée

Compte tenu de la dissémination de la population dans la partie intérieure de la Guyane et de leur isolement important, il est nécessaire que les petites unités d'AEP puissent s'appuyer sur une structure leur fournissant une aide technique, voire financière, pour la maintenance des installations d'eau potable.

Il est donc envisagé de mener une réflexion sur les solutions envisageables et compatibles avec réglementation existante dans ces contextes particuliers. Il s'agit d'analyser les aspects techniques, économiques et juridiques permettant de définir une structure pérenne à l'échelle intercommunale, départementale, voire supra-départemental (mutualisation des surcoûts d'exploitations en sites isolés, modalités de maintenance, transfert de compétences etc.).

Pilote : Office de l'Eau

Partenaires : Office de l'Eau, DSDS, DAF, PAG, C.C. et communes, distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Fréquence des réunions du groupe de travail
- Mise en place d'une structure d'appui
- Pourcentage d'agents communaux formés à l'exploitation des équipements AEP

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.1

Assurer une AEP pérenne et de qualité pour toute la population

Disposition Détaillée n°1.1.8

Améliorer la connaissance et le suivi de la position du point de salure

Descriptif de la Disposition Détaillée

Lors de la saison sèche 2004, le captage d'eau potable situé sur le Maroni et alimentant Saint-Laurent du Maroni a été impacté par une remontée du point de salure sur le fleuve, engendrant des difficultés dans l'approvisionnement en eau potable des populations. Le schéma directeur d'alimentation en eau potable, mené par la commune et terminé en 2005, a conclu à la nécessité de déplacer le captage en amont de Saint-Jean.

Cet évènement a démontré la nécessité de mieux connaître la position et l'évolution dans le temps du point de salure sur les fleuves, voire du biseau salé pour certains captages d'eaux souterraines. L'amélioration de la connaissance doit également porter sur l'impact des prélèvements sur le point de salure / le biseau salé, en abordant la question de la réversibilité du phénomène. Ceci permettra de déterminer des potentiels d'exploitation.

Cadre réglementaire : Code de la santé publique (noms de potabilisation).

Pilote : BRGM

Partenaires : Office de l'Eau, DSDS, DAF, BRGM, C.C. et communes, distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre d'états initiaux caractérisés
- Nombre de suivis du point de salure réalisés
- Nombre de jours par an de coupures de l'AEP qui sont dues à une remontée du point de salure sur les fleuves

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.2

Mieux gérer les aménagements des eaux pluviales

Disposition Détaillée n°1.2.1

Etablir un inventaire cartographique des réseaux pluviaux et des zones urbanisées sensibles à l'expansion des eaux pluviales

Descriptif de la Disposition Détaillée

En préalable à l'amélioration du fonctionnement des réseaux pluviaux, il est nécessaire d'en améliorer la connaissance. Celle-ci porte sur :

- la cartographie des réseaux et la caractérisation de leurs différentes composantes (matière, nature des raccords, diamètres...) ;
- l'état d'usure des canalisations pluviales et leur remplissage, ainsi que celui des bassins ;
- la relation pluie-débit dans les principaux collecteurs et fossés d'évacuation.

Cette disposition détaillée prévoit également de délimiter les zones d'expansion des eaux pluviales directement ou via les zones de savanes humides ou sèches en appréciant leur urbanisation :

- cartographie des zones inondées, des zones humides naturelles (savanes humides et sèches), des réseaux de canaux et criques, des systèmes de drainage des zones urbaines et semi-urbaines, des connections avec les réseaux hydrographiques,
- cartographie évolutive des zones d'extensions récentes urbaines dans ces zones humides.

Cadre réglementaire : Directive ERU / Décret n°94-469 du 03/06/1994 (modifié par les décrets 2000-318, 2005-636 et 2006-503) relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et -10 du code général des collectivités territoriales

Pilote : DDE (avec l'aide des communes)

Partenaires : DDE, DAF, DIREN-DRIRE, C.C. et communes

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre d'inventaire cartographique des zones urbanisées sensibles à l'expansion des eaux pluviales réalisé
- Nombre d'inventaire cartographique des réseaux pluviaux réalisé

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.2

Mieux gérer les aménagements des eaux pluviales

Disposition Détaillée n°1.2.2

Identifier et supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans les collecteurs d'eaux pluviales

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition se base sur le principe de séparation des réseaux pluviaux et d'assainissement des eaux usées. Il est recommandé, pour les aménagements ou les rénovations, d'adopter un réseau séparatif, y compris dans les zones de concentration en eaux usées des communes isolées.

Suite à la cartographie des réseaux d'eaux pluviales réalisée dans le cadre de la disposition détaillée 1.2.1., les rejets d'eaux usées non traitées seront identifiés et supprimés. Des dispositifs autonomes ou un raccordement à un système collectif seront alors à prévoir.

Cette mesure s'accompagne d'un contrôle du bon respect des rejets des systèmes de traitement des eaux usées vers le réseau pluvial, que les équipements soient individuels ou collectifs. Des contrôles seront notamment effectués en saison sèche lorsque les effets de dilution sont peu importants.

Cadre réglementaire : Directive ERU / Article L216-1 du code de l'environnement

Pilote : DAF

Partenaires : DAF, DSDS, C.C. et communes

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de communes pour lesquelles les rejets d'eaux usées non traitées dans les collecteurs pluviaux ont été identifiés
- Nombre de communes pour lesquelles les rejets d'eaux usées non traitées dans les collecteurs pluviaux ont été identifiés et supprimés
- Ratio entre le nombre de procès-verbaux dressés et le nombre de points de rejet non-conformes identifiés

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.2

Mieux gérer les aménagements des eaux pluviales

Disposition Détaillée n°1.2.3

Résorber les zones artificielles de stagnation d'eaux pluviales en zone urbaine, en domaines privé et public, notamment au regard de la lutte anti-vectorielle

Descriptif de la Disposition Détaillée

Les contrepenes existantes dans les réseaux d'évacuation d'eaux pluviales des bâtiments (à commencer par les gouttières) sont autant de gîtes larvaires potentiels pour les moustiques vecteurs de la dengue.

La disposition détaillée sera déclinée de la façon suivante :

- rechercher des techniques de construction permettant de limiter la présence de gîtes larvaires dans les nouveaux bâtiments ;
- définir des règles de construction ;
- inventorier les bâtiments existants présentant des gîtes larvaires potentiels, en réfléchissant à des modalités de contrôle périodique des gouttières et autres gîtes larvaires potentiels ;
- les réhabiliter ;
- dans l'attente de la mise en place de ces outils, solliciter un avis de la DSDS lors de la délivrance des permis de construire pour les ERP (il ne s'agit pas d'une nouvelle règle procédurale mais d'une recommandation qui échappe au contrôle du juge) ;

Les réseaux d'évacuation des eaux pluviales situés à l'extérieur des bâtiments (partie privative incluse) peuvent aussi présenter des contrepenes susceptibles d'accueillir des larves de moustiques.

La part privative des réseaux extérieurs est donc intégrée dans les prescriptions proposées ci-dessus.

Enfin, la mise en œuvre de cette disposition détaillée passe par un état des lieux des réseaux (souvent constitués par des fossés) d'évacuation des eaux pluviales communaux. Ce travail devra être suivi de travaux de renouvellement des réseaux visant à éradiquer les secteurs de stagnation des eaux non prévus.

Pilote : DDE (avec l'aide des communes)

Partenaires : DDE, DAF, DSDS, C.C. et communes

Critères d'évaluation proposés :

- Taux de sollicitation de la DSDS lors de la délivrance des permis de construire pour un ERP
- Nombre d'inventaire communal réalisé

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.2

Mieux gérer les aménagements des eaux pluviales

Disposition Détaillée n°1.2.4

Préserver les zones d'écoulement, de régulation et d'expansion des eaux pluviales, naturelles ou artificielles

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée se traduit par la prise rapide de mesures concrètes concernant la préservation et/ou le contrôle de tout remblaiement et de toute urbanisation en zone inondable ou humide.

Cela contribuerait à une gestion de l'occupation de l'espace compatible avec la nature et le rôle naturel des milieux aquatiques récepteurs.

Ainsi, les projets d'urbanisation ou de mises en place des infrastructures publiques ou privées n'entraînent aucune aggravation des risques d'inondation des zones urbanisées existantes.

Par ailleurs, cette disposition détaillée prendra en compte les risques de colmatage des fossés pluviaux par le rejet d'eaux de lavage chargées en matières en suspension.

La transposition des dispositions est à intégrer dans les documents d'urbanisme (cf. disposition 5.2.1).

Le travail s'appuiera notamment sur les résultats obtenus dans le cadre de la disposition détaillée 1.2.1 et pourra être conduit en lien avec la disposition détaillée 3.2.4

Cadre réglementaire : Code de l'Environnement (article L211-12) / LEMA / Code Urbanisme

Pilote : DDE

Partenaires : DDE, DAF, C.C. et communes, Conseil Général, Conservatoire des Rivages et des Espaces Lacustres, Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de non-conformités constatées dans l'instruction des dossiers loi sur l'eau
- Superficie des terrains nouvellement protégés

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.3

Poursuivre le développement de l'assainissement domestique

Disposition Détaillée n°1.3.1

Poursuivre l'équipement en installations collectives de traitement des eaux usées et réhabiliter le cas échéant les systèmes existants

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée ne concerne que les cas où l'assainissement à mettre en place est de type collectif. Elle comporte les points suivants :

- identification de la solution technique d'assainissement collectif la plus adaptée à la collectivité, en préférant celles engendrant de faibles coûts de fonctionnement et s'adaptant au mieux aux contextes climatique et environnemental de la Guyane ;
- veiller à la mise en œuvre des zonages d'assainissement selon les prescriptions mentionnées à l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales ;
- rattrapage de l'équipement des collectivités, conformément aux obligations imposées par la directive européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines (directive ERU, le rattrapage devant être effectué pour fin 2011, exceptionnellement fin 2012) ;
- contrôle et amélioration des canalisations d'eaux usées :
 - o identification et suppression des apports d'eaux pluviales parasites ;
 - o identification des fuites ;
 - o formation des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre au suivi des travaux de pose des canalisations.

Cadre réglementaire : Code de l'Env. Titre 2 (L214 et suivants) / arrêté du 22 juin 2007 / Directive ERU (91/271/CEE du 21 mai 1991) / code général des collectivités territoriales

Pilote : DAF

Partenaires : DAF, DSDS, C.C. et communes

Critères d'évaluation proposés :

- Pourcentage d'agglomérations de plus de 2000 EqH non-conformes à la Directive ERU
- Nombre de mises en demeure des propriétaires de STEP pour leur mise aux normes
- Taux de collecte des eaux usées domestiques en cas d'assainissement collectif
- Perte des réseaux d'évacuation des eaux usées domestiques en cas d'assainissement collectif

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.3

Poursuivre le développement de l'assainissement domestique

Disposition Détaillée n°1.3.2

Développer et mettre en place des filières « boues »

Descriptif de la Disposition Détaillée

La mise en œuvre de cette disposition détaillée nécessite de conduire une réflexion globale portant sur :

- un état des lieux de la production des boues d'assainissement en Guyane (quantification et caractérisation des gisements localement), en détaillant celles issues des systèmes d'assainissement ou de la production d'eau potable : boues d'assainissement des stations de traitement collectives ; matières de vidange ; boues de curage de réseaux ; graisses ; refus de dégrillages ; boues issues du traitement de l'eau potable ;
- des études technico-économiques d'ouvrages de traitement des boues adaptés au contexte local et aux gisements visés ci-dessus ;
- des études socio-technico-économiques sur les filières de valorisation et d'élimination adaptées au contexte local
- la caractérisation des besoins organisationnels et des critères de qualité réglementaires en vigueur.

Elle conduira au final à la définition des filières d'élimination des boues (épandage, incinération, etc.).

Cette filière boue devra être consolidée dans le cadre d'un plan départemental par exemple en tant qu'annexe au plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés révisé.

Une partie doit prendre en compte les matières de vidange.

Actuellement, le constat d'un manque d'ouvrages de réception et de traitement des matières de vidange est important. Les matières de vidange sont rejetées dans les lagunes des systèmes collectifs. Or, ces dernières ne sont pas en mesure – dans leur dimensionnement actuel – de les accueillir, notamment du fait de leur forte concentration.

Un schéma d'élimination des matières de vidange devra donc être réalisé puis mis en œuvre. Il comprendra :

- la définition des filières de traitement : installations spécifiques (collecteurs) ; prise en compte de ces apports dans le dimensionnement des ouvrages collectifs, préférentiellement les stations de boues activées et développement d'un site pilote de récupération et de traitement des matières de vidange ;
- la définition des mesures à mettre en œuvre pour la gestion de la filière comme :
 - le cadrage administratif des professionnels par la rédaction d'un agrément préfectoral et d'une charte de bonnes pratiques des vidanges.
 - la mise en place de structures d'appui en matière de technique de traitement : par exemple définir un ou plusieurs organismes

Cadre réglementaire : Articles R211-25 à 45 et rubrique 2.1.3.0 du tableau annexé à l'article R214-1 du code de l'environnement, article R2224-6 à 17 du code général des collectivités territoriales / Circulaire du 16 mars 1999 / Décret n°94-469 du 3 juin 1994

Pilote : MISE

Partenaires : DAF, DRIRE-DIREN, Conseil Général, ADEME, Office de l'eau, professionnels du secteur

Critères d'évaluation proposés :

- Réalisation d'un schéma directeur d'élimination des matières de vidange
- Consolidation de la filière "boues" dans un plan départemental
- Pourcentage des boues traitées par une filière adéquate

Orientation Fondamentale n° 1

AEP et assainissement

Disposition n°1.3

Poursuivre le développement de l'assainissement domestique

Disposition Détaillée n°1.3.3

Promouvoir les techniques d'assainissement non-collectives en sites isolés

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'objectif de cette disposition est d'identifier et d'implémenter des techniques d'assainissement adaptées aux zones isolées, en prenant en compte leur viabilité technique et économique. Dans ces zones, les capacités financières et la connaissance technique du maintien des systèmes d'assainissement sont généralement faibles.

Cette disposition vise les zones isolées. Elle pourra être étendue à des communes rurales non accessibles par la route et pour lesquelles des systèmes collectifs même simples se heurtent à de lourdes difficultés de maintenance, pour des raisons d'ordre financier et / ou technique.

La promotion d'un ou plusieurs systèmes d'ANC passe par une phase d'évaluation des différentes techniques, cette phase devant prendre en compte leur acceptabilité par les populations concernées. Des systèmes de type « latrines » ou « toilettes sèches » sont à promouvoir. Des études pilote pourront être réalisées dans ce cadre.

Les articles 12 et 16 de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 prévoient la possibilité d'adapter, en fonction du contexte local, les filières ou dispositifs d'assainissement prévus sur le plan national. Les prescriptions complémentaires applicables en Guyane aux systèmes d'assainissement non collectifs ont été fixées par l'arrêté préfectoral n° 1051/DSDS du 21 mai 2007.

Par ailleurs, la mise en place des SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) sera poursuivie. Ils auront notamment pour missions de mettre en conformité et de contrôler les installations individuelles de traitement des eaux usées. Au 1er janvier 2008, un seul SPANC a été mis en place.

Cadre réglementaire : Arrêté ministériel du 6 mai 1996 modifié par l'arrêté du 3 décembre 1996 / Arrêté préfectoral n° 1051/DSDS du 21 mai 2007

Pilote : Office de l'Eau

Partenaires : Office de l'Eau, DAF, DSDS, DRT, PNRG, Conseil Général, C.C. et communes, Parc Amazonien de Guyane

Critères d'évaluation proposés :

- Réalisation du bilan annuel de la mise en place des SPANC
- Nombre de SPANC créés
- Nombre d'agents communaux de sites isolés formés au contrôle des installations d'ANC
- Mise en oeuvre d'un projet pilote de latrines en sites isolés de type bourg
- Mise en oeuvre d'un projet pilote de latrines en sites isolés de type touristique

Orientation Fondamentale n° 2

Pollutions et déchets

Disposition n°2.1

Prévenir et lutter contre les pollutions des milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°2.1.1

Définir les milieux aquatiques dégradés et promouvoir leur restauration

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée vise à :

- qualifier l'impact d'ouvrages ou d'activités étant susceptibles d'induire une dégradation d'un ou plusieurs milieux aquatiques ;
- déterminer un programme de restauration du ou des milieux.

Elle passe par une déclinaison en quatre axes principaux :

- mettre en place des réseaux de suivi, à une échelle macroscopique, de l'impact des activités humaines susceptibles de dégrader les milieux aquatiques ;
- identifier les sites (potentiellement) pollués ;
- inventorier les espaces particulièrement dégradés et pollués ;
- établir un plan de prévention et de restauration des milieux aquatiques dégradés, fondé sur un diagnostic précis.

Cadre réglementaire : DCE / Directive nitrates / Articles L211-1 à 3 et L212-1 à 3 du code de l'Environnement / LEMA

Pilote : DIREN-DRIRE / Office de l'Eau

Partenaires : DIREN-DRIRE, DAF, Office de l'Eau, PAG, Chambre d'Agriculture, CCIG, opérateurs miniers, ADEME

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de points du réseau de contrôle opérationnel
- Nombre d'actions de restauration terminées
- Nombre moyen d'analyses effectuées annuellement par site

Orientation Fondamentale n° 2

Pollutions et déchets

Disposition n°2.1

Prévenir et lutter contre les pollutions des milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°2.1.2

Définir et promouvoir l'application des bonnes pratiques agricoles et sylvicoles

Descriptif de la Disposition Détaillée

Il s'agit de définir et de faire appliquer des pratiques agricoles et sylvicoles respectueuses de l'environnement aquatique en :

- développant une gestion raisonnée des intrants (conseil technique rappelant la réglementation en la matière : dose, emploi, zone non traitée...) ;
- mettant en œuvre une politique régionale spécifique de l'usage des produits phytosanitaires ;
- engageant le suivi des intrants ;
- aménageant le franchissement des criquets lors de l'exploitation forestière.

Cette disposition passe par des actions de formation, détaillées à la disposition 5.5.4.

Par ailleurs, des mesures de concentrations en produits phytosanitaires sont effectuées dans le cadre :

- des analyses de potabilité de l'eau distribuée aux populations (Cf. 1.1.6) ;
- du suivi effectué par la DAF sur les zones agricoles (Cf. 2.1.1) ;
- du suivi patrimonial des eaux souterraines et de surface (Cf. 5.1.1).

En matière de limitation des impacts de l'agriculture sur les milieux, il s'agit d'engager une réflexion sur la mise en place de techniques alternatives aux apports d'engrais chimiques et de phytosanitaires et la promotion de l'utilisation des boues de STEP dont la qualité est conforme.

La démarche de certification forestière – prévue pour 2010 – et le plan éco-phyto – s'échelonnant jusqu'en 2018 – font parti des plans par lesquels se met en œuvre cette disposition détaillée.

Cadre réglementaire : Directive nitrates (n°91/676/CEE du 12 décembre 1991) / Code de l'Env. art L211-1 / Arrêté du 22 novembre 1993 relatif au Code des bonnes pratiques

Pilote : DAF / FREDON

Partenaires : DAF, Chambre d'Agriculture, FREDON, Conseil Général

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre d'agriculteurs formés par zone agricole
- Quantité de produits phytosanitaires utilisés rapportée à la surface agricole totale de la Guyane
- Évolutions des teneurs en pesticides dans les eaux et dans les fruits et légumes
- Evolution des teneurs en nitrates dans les masses d'eaux situées en zones agricoles
- Part des exploitations forestières ayant aménagé le franchissement des criques

Orientation Fondamentale n° 2

Pollutions et déchets

Disposition n°2.1

Prévenir et lutter contre les pollutions des milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°2.1.3

Mesurer l'impact de la mise en œuvre du suivi réglementaire des ICPE et des activités minières

Descriptif de la Disposition Détaillée

Le suivi réglementaire des ICPE et des activités minières joue un rôle fondamental dans la prévention des impacts des activités humaines sur les milieux aquatiques.

Cette disposition détaillée vise à rappeler le rôle essentiel de ce suivi et, le cas échéant, à accentuer les opérations de contrôle des ICPE et des activités minières en :

- dynamisant l'application du cadre réglementaire et technique dans le cadre d'une prise en compte des objectifs de qualité des eaux (suivi de la qualité des eaux au droit des installations classées et des sites pollués) ;
- poursuivant l'inventaire et les mesures des flux et des rejets polluants d'origine industrielle (quantifier et qualifier les rejets polluants d'origine industrielle et agricole déversés dans les cours d'eau, les zones humides, les sols et dans les réseaux collectifs ou d'eaux pluviales, avec actualisation des informations tous les 2 ans) ;
- maintenant sur le long terme le suivi de l'impact de l'aménagement de Petit-Saut sur la qualité des eaux et les écosystèmes aquatiques, à l'amont comme à l'aval ;
- organisant l'autocontrôle et le contrôle permanent des chantiers miniers d'extraction aurifère (suivi de l'impact quantitatif et qualitatif des activités minières à l'aval immédiat des aménagements).

Cadre réglementaire : Articles L211-1, L212-1 à 11, L214-8, L216-6, L216-13, L511-1 à L517-2 du code de l'environnement / Arrêté du 2 février 1998 / Arrêté du 10/05/2000 /

Pilote : DRIRE-DIREN

Partenaires : DRIRE-DIREN, DAF, CCIG, CSG, EDF, opérateurs miniers

Critères d'évaluation proposés :

- Part des sites d'ICPE visités non-conformes
- Ratio entre le nombre de procès-verbaux dressés et le nombre de sites non-conformes identifiés

Orientation Fondamentale n° 2

Pollutions et déchets

Disposition n°2.1

Prévenir et lutter contre les pollutions des milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°2.1.4

Prévenir les impacts directs et indirects sur les milieux aquatiques de l'extraction et du traitement du minerai en promouvant les meilleures techniques en la matière

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée vise à :

- mettre en place une politique de formation dans le domaine de l'activité minière ;
- accompagner les professionnels en matière de management environnemental ;
- rechercher et mettre en œuvre les meilleures techniques d'extraction aurifère afin de diminuer la part restante d'or résiduaire susceptible d'attirer une activité illégale.

Ces lignes d'action s'insèrent dans le cadre du Schéma Départemental d'Orientation Minière (SDOM)

Pilote : FEDOMG

Partenaires : DRIRE-DIREN, DAF, Office de l'Eau, ONF, CCIG, FEDOM, opérateurs miniers

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre d'agents formés par an
- Définition des "meilleurs techniques"
- Taux de sites exploités utilisant les "meilleures techniques d'extraction aurifère"

Orientation Fondamentale n° 2

Pollutions et déchets

Disposition n°2.1

Prévenir et lutter contre les pollutions des milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°2.1.5

Poursuivre la lutte contre l'orpaillage illégal

Descriptif de la Disposition Détaillée

Poursuivre la lutte contre l'extraction aurifère non autorisée est une priorité, y compris pour le SDAGE, dans la mesure où l'activité illégale est incontrôlable et ne respecte pas la réglementation en vigueur relative à la protection des milieux aquatiques.

Il est indispensable de pouvoir suivre en permanence la localisation des chantiers illégaux par toutes les voies appropriées. La réalisation de cette disposition détaillée passe donc notamment par la mise en place d'une plateforme d'échange d'informations, reposant sur des données issues de levés terrain, d'imagerie satellite et de leur traitement sur le SIG ONF. Elle pourra se faire dans le cadre de l'Observatoire de l'activité minière.

Le rapport annuel de cet observatoire sera rendu public.

Pilote : Préfecture

Partenaires : Préfecture, DRIRE-DIREN, DAF, ONF, Gendarmerie, PNRG, PAG

Critères d'évaluation proposés : - Surface de sites illégaux recensés annuellement

Orientation Fondamentale n° 2

Pollutions et déchets

Disposition n°2.1

Prévenir et lutter contre les pollutions des milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°2.1.6

Prévenir les risques de pollution liés au transport fluvial

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée se décline principalement en 3 axes :

- aménager les zones d'embarquement et de débarquement afin de limiter les risques d'accidents et l'impact des transports de marchandises polluantes par voies navigables ;
- organiser la professionnalisation du transport fluvial ;
- améliorer les conditions de transport des matières dangereuses-polluantes (hydrocarbures mais aussi déchets ...).

Cadre réglementaire : Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure / Articles L214-12 et -13 du code de l'environnement / Arrêté du 5 décembre 2002 (arrêté ADNR) / Règlement particulier (préfectoral) de police de la navigation intérieure

Pilote : DDE

Partenaires : DDE, CCIG, Conseil Général, Conseil Régional, Parc Amazonien de Guyane

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre d'employés déclarés
- Nombre de pollutions accidentelles survenues lors du transport de marchandises sur un fleuve

Orientation Fondamentale n° 2

Pollutions et déchets

Disposition n°2.1

Prévenir et lutter contre les pollutions des milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°2.1.7

Minimiser les effets des aménagements et de la fréquentation touristique sur les milieux aquatiques

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette analyse de situation est un préalable à toute action de développement respectueux de l'environnement aquatique. Il s'agit de pouvoir apprécier les effets des aménagements et de la fréquentation touristiques actuels et de prévoir les effets futurs.

Elle portera sur :

- la mise aux normes des sites touristiques en place : équipements sanitaires et d'eau potable, élimination des déchets ;
- l'environnement humain et naturel : équilibres avec les populations autochtones et les milieux naturels ;
- l'impact sur les milieux aquatiques : impact quantitatif et qualitatif.

Il est nécessaire d'œuvrer pour une meilleure intégration des plages dans les politiques d'aménagement du territoire, conformément à la loi littoral (cf. 3.2.1). Par ailleurs, une gestion cohérente – adaptée à la fréquentation des plages – permettra d'assurer, notamment pendant les périodes de grande fréquentation et de ponte des tortues, l'ensemble des fonctions récréatives et écologiques.

Cadre réglementaire : Articles L146-1 à 9 du code de l'urbanisme (loi littoral du 3 janvier 1986)

Pilote : Organisme de référence sur le tourisme

Partenaires : DSDS, Conseil Général, Conseil Régional, Fédération du Tourisme de Guyane, Comité du Tourisme de Guyane, Direction Régionale du Tourisme, Parc Amazonien de Guyane

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de sites touristiques ne présentant pas un système d'assainissement aux normes
- Nombre de sites touristiques ne présentant pas un système de collecte des déchets aux normes

Orientation Fondamentale n° 2

Pollutions et déchets

Disposition n°2.2

Améliorer la gestion des déchets industriels et ménagers

Disposition Détaillée n°2.2.1

Réduire les rejets sauvages dans les milieux aquatiques en optimisant la gestion des déchets industriels et ménagers

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée vise essentiellement à rappeler la réglementation en vigueur en matière d'élimination des déchets industriels et ménagers.

Afin de réduire les rejets sauvages dans les milieux aquatiques, il conviendra de :

- optimiser la collecte dans les zones où ce service est encore insuffisant voire inexistant (habitat insalubre, zones rurales, sites isolés,...),
- mettre en œuvre les orientations du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEMDA) et en premier lieu la régularisation du stockage dans laquelle l'ensemble de collectivités guyanaises sont impliquées : création de sites aux normes ou simplifiés (pour certains bourgs isolés) et réhabilitation des sites des anciennes décharges communales. Il est rappelé que le contentieux européen en cours concernant les décharges illégales fixe à fin 2010 leur résorption. Parallèlement, poursuivre la politique de valorisation des déchets par la mise en œuvre de filières, si possible locales, et la réalisation des équipements structurants inhérents (déchetteries, quais de transfert, plateformes de compostage, centre de tri...),
- favoriser l'implication et la responsabilisation des producteurs (et importateurs) en matière de déchets de consommation par l'application du concept de Responsabilité Élargie du Producteur (REP) : DEEE, piles, Véhicules Hors d'Usage (VHU),...
- mettre en œuvre les orientations du Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD),
- lancer l'élaboration du plan BTP,
- faire appliquer les obligations réglementaires concernant l'élimination des déchets industriels et ménagers par une politique répressive dès que des alternatives légales existent (suivi réglementaire, police municipale,...)

Cadre réglementaire : Directive 1999/31/CE du 26 avril 1999 / Article L541-4 du code de l'environnement / Arrêté du 9 septembre 1997 modifié

Pilote : Conseil Général / Conseil Régional

Partenaires : DRIRE-DIREN, ADEME, Conseil Général, C.C. et communes, PAG, Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de sites d'anciennes décharges communales non réhabilités
- Taux de CSDU aux normes
- Existence des PDEMDA, PREDD et plan BTP

Orientation Fondamentale n° 2

Pollutions et déchets

Disposition n°2.2

Améliorer la gestion des déchets industriels et ménagers

Disposition Détaillée n°2.2.2

Améliorer le fonctionnement de la filière d'élimination des huiles usagées et des hydrocarbures

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée vise tous les sites de stockage d'hydrocarbures et d'élimination des huiles. En 2007, la collecte des huiles usagées et des hydrocarbures par les opérateurs agréés couvre moins de 40% du gisement guyanais et, contrairement à la situation métropolitaine, la filière est financée par une taxe huile sur les produits pétroliers, fixée par la Préfecture, et versée à la SARA pour l'élimination des Huiles Minérales Usagées (HMU).

L'amélioration de cette filière portera donc sur l'optimisation de la collecte, l'évacuation, le recyclage ou l'élimination des huiles usagées et des hydrocarbures et sur la définition de son mode de financement. Ce plan d'amélioration s'appuiera sur les recommandations de l'audit technique et financier, lancé en 2008, concernant la faisabilité d'une élimination locale des huiles usagées en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Cadre réglementaire : L541-38 du code de l'environnement

Pilote : ADEME

Partenaires : DRIRE-DIREN, Conseil Général, Conseil Régional, CCIG, ADEME, collecteurs agréés

Critères d'évaluation proposés : - Part du gisement d'huiles usagées collectée

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.1

Développer la connaissance sur les milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°3.1.1

Caractériser l'état quantitatif et qualitatif des cours d'eau

Descriptif de la Disposition Détaillée

Il s'agit d'acquérir les connaissances permettant de caractériser un état initial. Ceci passe par une meilleure compréhension du fonctionnement des milieux aquatiques afin de répondre aux questions suivantes :

- quelle est la nature des continuums biologiques existants le long des rivières ?
- comment s'effectue le processus de recolonisation par la faune aquatique après des phases de crise biologique ou morphologique des lits fluviaux ?
- quelle est la composition chimique des eaux superficielles non polluées (« photographie chimique » de l'état initial de la ressource)

Pour répondre à ces questions, un travail interdisciplinaire coordonné pourrait associer des géomorphologues spécialistes des substrats aquatiques, des biologistes spécialistes de la physico-chimie des eaux, de la faune invertébrée et de la faune piscicole ainsi que d'autres chercheurs spécialisés.

Ce travail serait centré sur deux cours d'eau de référence peu ou pas affectés par des aménagements hydrauliques et sur lesquelles des aménagements ou exploitations sont prévus. Ces cours d'eau seraient étudiés en situation « normale » (préalablement à l'installation d'une activité potentiellement polluante), immédiatement après la mise en place de cette activité, ainsi qu'après la remise en état du site.

Cadre réglementaire : DCE / LEMA

Pilote : DIREN-DRIRE

Partenaires : DIREN-DRIRE, Office de l'Eau, organismes de recherche

Critères d'évaluation proposés :

- Taux de caractérisation de l'état initial des cours d'eau susceptibles d'accueillir un aménagement hydraulique
- Finalisation de la méthodologie caractérisant l'état quantitatif des cours d'eau

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.1

Développer la connaissance sur les milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°3.1.2

Renforcer la connaissance sur le fonctionnement des milieux aquatiques et leur vulnérabilité intrinsèque à tout type de pression

Descriptif de la Disposition Détaillée

Il s'agit de comprendre le fonctionnement global des milieux aquatiques de Guyane. Cette connaissance est nécessaire pour justifier la prise de mesures de protection, lesquelles doivent être cohérentes avec les contraintes écologiques, face au développement des usages liés aux besoins humains.

La mise en œuvre de cette disposition détaillée passe par la réalisation d'études interdisciplinaires visant à identifier la vulnérabilité intrinsèque de différents milieux :

- étudier le fonctionnement des zones humides ;
- étudier le fonctionnement des cours d'eau et des criques en termes d'alimentation des zones humides, de rôle ichtyologique, d'alimentation en eau, de support pour le tourisme et le transport...
- améliorer la connaissance du fonctionnement du littoral en termes de qualité des eaux ;
- améliorer la connaissance des potentiels d'exploitabilité des eaux de surface et des eaux souterraines (évaluation des débits d'exploitation, de la qualité et du fond géochimique des sources et eaux souterraines) ;
- améliorer les connaissances sur les relations et transferts entre lit mineur, "ripisylve" et lit majeur (zone d'expansion de crue)
- améliorer la compréhension du fonctionnement des écosystèmes remarquables ;
- approfondir la connaissance sur la présence d'espèces endémiques, d'espèces redondantes dans l'organisation fonctionnelle des communautés, la persistance d'habitats indispensables au déroulement des cycles vitaux.

Cadre réglementaire : LEMA

Pilote : DRIRE-DIREN

Partenaires : DRIRE-DIREN, Office de l'Eau, DAF, DSDS, Organismes de recherche, PAG, Associations de protection de l'environnement

Critères d'évaluation proposés :

- Taux de réalisation de la description typologique des zones humides
- Cartographie des potentialités d'exploitation réalisée
- Cartographie des zones vulnérables réalisée

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.1

Développer la connaissance sur les milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°3.1.3

Etablir un diagnostic puis un suivi de l'état des ressources vivantes aquatiques et des piscicultures

Descriptif de la Disposition Détaillée

Il s'agit d'évaluer l'importance et la vulnérabilité des stocks ainsi que les risques d'atteinte à l'intégrité de la ressource. Le diagnostic et le suivi incluront :

- un suivi de la variation des quantités d'espèces par bassin et de leur qualité en fonction de la nature des activités anthropiques. Ce suivi analysera également le comportement des espèces migratoires, dans une logique d'adaptation ou de protection face à des aménagements potentiels des cours d'eau ;
- un bilan des activités de pisciculture entreprises ces dernières années ;
- une évaluation continue de la pression de pêche à partir d'enquêtes, permettant de définir les espèces patrimoniales les plus menacées et d'évaluer l'évolution des stocks ;
- un suivi de la teneur en mercure, hydrocarbures, produits phytosanitaires ou autres polluants d'origine anthropique dans les poissons.

Le diagnostic sera complété par la conduite d'une réflexion entre les différents partenaires :

- sur les modalités techniques à mettre en place de manière raisonnable sur les piscicultures pour éviter ou contrôler les risques d'échappement de poisson d'élevage ;
- sur des modes de production à mener de manière responsable sur des espèces qui ne sont pas forcément présentes dans leur zone.

Cadre réglementaire : DCE et démarche de classement de cours d'eau au titre du L214-17 du code de l'environnement

Pilote : DIREN-DRIRE / DAF / IFREMER

Partenaires : DIREN-DRIRE, DAF, DSV, DSDS, Office de l'eau, Chambre d'agriculture, IRD, IFREMER, CRSPN, PAG, associations de protection de l'environnement

Critères d'évaluation proposés : - Nombre d'espèces endémiques présentes en Guyane

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.1

Développer la connaissance sur les milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°3.1.4

Améliorer la connaissance des dynamiques fluviales et des transports solides

Descriptif de la Disposition Détaillée

Pour une meilleure compréhension de la dynamique des rivières, des aléas naturels et de l'évolution du trait de côte, il est nécessaire de lancer des investigations visant à déterminer les zones de stockage temporaire et les zones de dépôt-érosion :

- typologie et analyse des différents segments de cours d'eau et du littoral (zone réservoir, zone de transfert, zone de dépôt) ;
- approfondir la connaissance des processus d'érosion-dépôt dans les cours d'eau ;
- analyse des interactions entre processus naturels et anthropiques.

Ce travail doit concerner les principaux cours d'eau de la Guyane avant de transposer les résultats à des hydrosystèmes comparables.

Cette disposition détaillée vise également à acquérir la connaissance nécessaire à la compréhension des mécanismes d'érosion et de dépôts littoraux, dans le but notamment d'établir des plans de prévention des risques littoraux (cf. 4.2.4).

Pilote : DIREN-DRIRE / DDE

Partenaires : DIREN-DRIRE, DDE, IRD, Office de l'eau et autres organismes de recherche

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre d'études finalisées
- Typologie des zones d'érosion-dépôt réalisée
- Etude-pilote sur les processus d'érosion-dépôt mise en place

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.1

Développer la connaissance sur les milieux aquatiques

Disposition Détaillée n°3.1.5

Définir un système d'évaluation de la qualité de l'eau adapté au contexte guyanais

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'Indice Biologique Global Normalisé (IBGN) évalue la qualité d'un milieu aquatique par une note comprise entre 0 (qualité très mauvaise) et 20 (très bonne qualité). Il est basé sur la présence des macro-invertébrés dans les cours d'eau (larves d'insectes, mollusques, crustacés ou vers) dont l'état des peuplements est le reflet de la qualité du milieu.

L'IBGN a été défini en métropole. Il ne peut s'appliquer directement à la Guyane car le fonctionnement des milieux et les espèces présentes sont différents.

Il s'agit donc d'aboutir à un système normalisé d'indices de qualité des milieux aquatiques pour la Guyane. Pour cela, il est prévu :

- d'élargir l'application de l'indice poisson ;
- d'approfondir l'élaboration d'un indice invertébrés, et diatomées ;
- de développer un ou plusieurs indices de qualité des milieux d'interface (estuaires, marais, etc.)

De la même manière, il s'agit de réfléchir à l'adéquation au contexte local des paramètres physico-chimiques utilisés en métropole.

Cadre réglementaire : Code de l'environnement, livre II

Pilote : DIREN-DRIRE / Office de l'Eau

Partenaires : DIREN-DRIRE, Office de l'Eau, organismes de recherche

Critères d'évaluation proposés :

- Existence d'un indice de la qualité des milieux d'interface
- Existence d'un indice équivalent à l'IBGN adapté à la Guyane
- Nombre de paramètres suivis dont les classes de qualité ont été adaptées à la Guyane

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.2

Promouvoir une gestion intégrée

Disposition Détaillée n°3.2.1

Mettre en œuvre des méthodes de mise en valeur du littoral permettant de préserver le fonctionnement naturel des écosystèmes côtiers

Descriptif de la Disposition Détaillée

La partie conservatoire des espaces naturels du littoral sera plus particulièrement développée dans la partie 3.4.5, tandis que la gestion de la fréquentation des plages est traitée dans la partie 2.1.7.

Les opérations d'aménagement du littoral (accès portuaires...) et les activités économiques liées aux eaux littorales (pêche, tourisme, ...) ont un impact sur le fonctionnement des écosystèmes côtiers.

L'Etat et les collectivités doivent étendre leur coopération pour développer un usage de ces milieux respectueux de leur fonctionnement, et ce dans le cadre de l'application de la loi littoral dans son ensemble. Cette dernière régit de manière transversale toutes les thématiques attenantes à la protection du littoral :

- Adaptation de certaines dispositions du code de l'urbanisme ;
- Qualité des eaux ;
- Dispositions relatives aux activités exercées sur le littoral ;
- Gestion du domaine public maritime et fluvial ;
- Gestion des plages.

Plus particulièrement, en matière d'urbanisme, il est important :

- de définir, expliciter et communiquer sur l'application de la loi littoral en Guyane : zones potentiellement « urbanisables » du littoral, et espaces naturels à préserver, maintien d'un accès à la plage... ;
- d'adopter, dans les documents d'urbanisme, des dispositions permettant une mise en valeur du littoral qui respecte le fonctionnement naturel des écosystèmes côtiers ;
- de veiller à l'application des documents d'urbanisme eux-mêmes sur le littoral »

La protection des habitations existantes contre l'érosion du littoral est du ressort du propriétaire. Souvent, les endiguements mis en œuvre à titre individuel par les propriétaires ne permettent plus l'accès à la plage, sont très néfastes du point de vue paysager, et surtout leur réel impact sur le phénomène d'érosion des plages est méconnu. Au-delà du PPR, l'Etat – avec ses partenaires publics et privés – doit contribuer à rechercher et à mettre en œuvre des solutions collectives de protection contre l'érosion marine des habitations déjà existantes et dont l'implantation est conforme aux PLU.

Cadre réglementaire : Loi n°86-2 du 3 janvier 1986, relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral

Pilote : DDE

Partenaires : DIREN-DRIRE, DDE, Conservatoire du Littoral, PNRG, Communes et communautés de communes du littoral, organismes de recherche, associations de protection de l'environnement

Critères d'évaluation proposés : - Nombre de contrôles relatifs à l'application de la loi littorale

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.2

Promouvoir une gestion intégrée

Disposition Détaillée n°3.2.2

Définir les règles de gestion des ressources vivantes aquatiques

Descriptif de la Disposition Détaillée

Il s'agit de définir un programme de gestion durable de la ressource piscicole, pour une exploitation à la fois valorisante et garante de sa pérennité. Il est en effet nécessaire de trouver un équilibre entre le développement d'une activité économique (la pêche) et la préservation des espèces endémiques. Cela pose la question de la connaissance des espèces et de leur gestion. Deux problématiques seront à concilier : la conservation des souches piscicoles et la réglementation concernant la mise en place d'espèces d'élevage.

Le cadre de cette disposition détaillée pourra être étendu aux crevettes, aux huîtres etc.

Pilote : DAF / DRAM

Partenaires : Comité Régional des Pêches, DRAM, DIREN-DRIRE, DAF, DSV, DSDS, Chambre d'agriculture, IRD, IFREMER, CSRPN, ONCFS, PAG

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre d'actions non pérennes finalisées
- Nombre d'actions en cours
- Réglementation de la pêche en eau douce mise en place
- Part du stock pêché annuellement par espèce

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.2

Promouvoir une gestion intégrée

Disposition Détaillée n°3.2.3

Mettre en place le schéma départemental d'orientation minière et d'aménagement

Descriptif de la Disposition Détaillée

La préservation des milieux aquatiques de Guyane passe par la maîtrise des impacts potentiels des activités minières sur ces milieux. Dans cette optique, la mise en place d'un schéma départemental d'orientation minière joue un rôle important. Cette disposition détaillée vise à rappeler son intérêt.

Il s'agit de mieux connaître, encadrer et structurer l'activité minière afin d'orienter l'occupation de l'espace pour minimiser l'impact des chantiers miniers d'extraction aurifère. La planification territoriale de cette activité s'appuiera sur :

- l'enregistrement précis des exploitations dans l'espace et dans le temps, ainsi que le maintien de la mémoire de ses activités ;
- le suivi des impacts sur les milieux (eaux, sols, ...) ;
- l'avis technique des partenaires en matière d'optimisation des implantations ;
- l'élaboration de guides de prospection pour éviter l'ouverture de chantiers inutiles ;
- s'assurer, qu'à tous les niveaux de la filière minière, les dispositions du futur schéma départemental des mines soient appliquées.

Cadre réglementaire : Code Minier, Livre I / Code de l'environnement / LEMA

Pilote : DRIRE-DIREN

Partenaires : DRIRE-DIREN, DAF, DSDS, DDE, Office de l'Eau, ONF, BRGM, CCIG et les opérateurs miniers, associations de protection de l'environnement, Parc Amazonien de Guyane

Critères d'évaluation proposés : - Existence d'un schéma départemental d'orientation minière et d'aménagement

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.2

Promouvoir une gestion intégrée

Disposition Détaillée n°3.2.4

Définir une grille de fonctions et d'usages des milieux aquatiques et une cartographie des zones d'intérêt à protéger

Descriptif de la Disposition Détaillée

Les altérations de la qualité de l'eau sont susceptibles de perturber :

- les fonctions du cours d'eau, et notamment sa fonction biologique permettant la vie ;
- les différents usages de l'eau, dont l'alimentation en eau potable, la baignade, le transport, les activités touristiques, sportives et de loisirs,...
- la consommation de poissons par les populations exposées au risque mercure etc.

Cette approche vise donc à satisfaire chaque fonction ou usage (dans le respect des « zones vertes » définies dans les documents d'urbanisme), en tenant compte de la qualité naturelle de l'eau, des milieux aquatiques et des fluctuations hydro-climatiques.

Une cartographie sera également entreprise prioritairement sur les milieux déjà très sollicités par des usages contradictoires et/ou des usages dégradant en s'appuyant sur le référentiel hydrographique (BD Carthage).

Le fleuve apparaît également comme un élément important du mode de vie, et au-delà du rapport entre l'homme et le fleuve, il s'agit aussi d'évaluer l'intégration des problématiques liées à l'eau par les populations autochtones et l'acceptabilité sociale d'un éventuel changement de pratiques (consommation d'eau/pollution, consommation de poissons, rejets polluants et déchets...)

Cadre réglementaire : LEMA

Pilote : Office de l'Eau

Partenaires : DSDS, DDE, DDAF, DIREN-DRIRE, Office de l'Eau, ONF, Chambre d'Agriculture, Conseil Général, Conseil Régional, C.C. et communes, PAG, associations de protection de l'environnement, organismes de recherche,

Critères d'évaluation proposés :

- Identification des usagers des ressources en eau (ME)
- Quantification des pressions s'exerçant sur les ressources en eau (ME)
- Réalisation de l'étude Camopi
- Réalisation de l'étude Maripasoula

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.2

Promouvoir une gestion intégrée

Disposition Détaillée n°3.2.5

Prévoir et organiser des plans de développement intégré des fleuves

Descriptif de la Disposition Détaillée

Il s'agit de définir les conditions de navigabilité des fleuves et d'entreprendre des plans de développement en terme d'aménagements et d'exploitation des principaux cours d'eau en matière de voies de communication, de support de tourisme et de loisirs. Ces plans recensent et organisent les différentes activités et proposent les aménagements à réaliser, l'objectif étant de favoriser :

- le développement et la valorisation des activités économiques locales ;
- la sécurité des biens et des personnes tout en limitant l'impact des transports de matières dangereuses,
- la préservation des berges, des milieux aquatiques et des espèces associées ;
- la mise en œuvre des méthodes de mise en valeur du domaine fluvial.

Les aspects transfrontaliers sont appréhendés par la disposition détaillée 5.2.5.

Cadre réglementaire : LEMA

Pilote : DDE

Partenaires : DIREN-DRIRE, DDE, Conseil Régional, Conseil Général, PNRG, PAG, Fédération du Tourisme de Guyane

Critères d'évaluation proposés :

- Existence d'un plan de développement intégré pour le Maroni
- Existence d'un plan de développement intégré pour l'Oyapock

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.3

Economiser l'eau

Disposition Détaillée n°3.3.1

Augmenter le rendement des réseaux d'alimentation en eau potable

Descriptif de la Disposition Détaillée

La modernisation des réseaux d'alimentation en eau potable doit être considérée comme une des préoccupations majeures pour économiser la ressource. Il est donc nécessaire :

- d'effectuer des diagnostics de réseaux (incitations) ;
- de procéder à la rénovation progressive des réseaux et d'intégrer l'application de cette action dans les schémas directeurs d'AEP ;
- de s'assurer de l'existence d'un fonds de roulement destiné au renouvellement des réseaux AEP.

Cadre réglementaire : LEMA

Pilote : DAF

Partenaires : DAF, DSDS, C.C. et communes, Distributeur(s) d'eau...

Critères d'évaluation proposés : - Rendement des réseaux d'eau potable

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.3

Economiser l'eau

Disposition Détaillée n°3.3.2

Poursuivre et améliorer l'équipement des réseaux AEP, industriels et d'irrigation en outils de gestion et de régulation

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'ensemble des installations soumises à autorisation ou à déclaration permettant d'effectuer à des fins non domestiques des prélèvements en eau superficielle ainsi que toute installation de pompage d'eaux souterraines doivent être pourvues de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés.

La mesure directe des volumes d'eau par des compteurs volumétriques offre des garanties de fiabilité et de simplicité de mise en œuvre. Elle permet la transparence nécessaire à la répartition collective et équitable de la ressource ainsi que la réalisation d'économies d'eau.

Une gestion comptable des prélèvements et de la distribution nécessite donc :

- la mise en place de compteurs au niveau des prélèvements,
- l'incitation à la mise en place de compteurs divisionnaires et de compteurs généraux.

Les C.C. et les communes pourront se doter d'outils de gestion des réseaux afin d'en faciliter le suivi par leurs services.

Cadre réglementaire : LEMA

Pilote : Office de l'Eau ?

Partenaires : Office de l'Eau, DAF, C.C. et communes, Distributeur(s) d'eau, CCIG, Chambre d'Agriculture

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de compteurs mis en place
- Nombre de compteurs par rapport au nombre de prélèvements par type d'usage

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.3

Economiser l'eau

Disposition Détaillée n°3.3.3

Développer une exploitation concertée des ressources en eau, tenant compte de l'ensemble des usages possibles, et prioritairement de l'alimentation humaine

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'exploitation concertée des ressources en eau est un facteur nécessaire au développement économique et social.

Il s'agit de :

- promouvoir la gestion collective des systèmes d'irrigation, pour optimiser les prélèvements et les usages de l'eau ;
- gérer les conflits inter et intra usages.

Une politique de gestion concertée avec les exploitants agricoles doit être engagée afin de mieux gérer les situations existantes et anticiper et prévenir d'éventuels conflits d'usage. La priorité de l'alimentation en eau des populations sur les autres usages est rappelée.

Cadre réglementaire : LEMA

Pilote : Office de l'Eau

Partenaires : Office de l'Eau, DAF, Chambre d'Agriculture, CCIG, EDF, C.C. et communes, Distributeur(s) d'eau, Chambres consulaires

Critères d'évaluation proposés :

- Volume d'eau issu de l'AEP / Volume total d'eau utilisé par les industriels
- Pourcentage de bâtiments publics, construits à partir de 2008, conçus avec un système de récupération d'eau pluviale

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.4

Prendre des mesures conservatoires

Disposition Détaillée n°3.4.1

Maintenir la continuité écologique des cours d'eau

Descriptif de la Disposition Détaillée

La continuité écologique est à entendre au sens large. Il s'agit de garantir la circulation des espèces, le transport solide et le maintien des habitats, de la faune et la flore inféodées.

Le maintien de l'intégrité physique du cours d'eau est un préalable nécessaire au maintien de la continuité écologique.

La continuité écologique doit permettre de ne pas dégrader les cours d'eau identifiés en bon état ou très bon état écologique, et sa restauration doit contribuer à l'atteinte de l'objectif de bon état pour les cours d'eau dégradés.

Dans cette logique, des cours d'eau seront identifiés en cours d'eau classés, au titre du L.214-17 du code de l'environnement, sur la base notamment de l'état des lieux DCE et des réservoirs biologiques pré-identifiés dans le présent SDAGE et dont le zonage devra être affiné.

Ils seront identifiés parmi :

- tout cours d'eau/tronçons de cours d'eau en TBE écologique ;
- les cours d'eau/tronçons de cours d'eau en BE écologique superposés aux zones protégées ou à forte valeur patrimoniale ;
- cours d'eau en tête de bassins versants concernés par des zones à forte valeur patrimoniale.

Nonobstant le classement au titre du L.214-17, la continuité hydraulique et biologique doit également être assurée par le maintien d'un débit réservé, tel que demandé au L.214-18 du code de l'environnement.

La remise en état systématique d'un site, lorsque des installations ont porté préjudice au milieu aquatique, en vue de garantir post-exploitation le respect des intérêts visés au L.211-1, est demandée à l'article L.214-3-1 du code de l'environnement.

La possibilité de prendre des arrêtés de prescriptions complémentaires, en matière de réhabilitation, au titre de la loi sur l'eau, doit être saisie afin de retrouver une continuité écologique des cours d'eau.

Cadre réglementaire : LEMA / Articles L214-17 et 18 et L214-3-1 du code de l'Environnement

Pilote : DAF / DIREN

Partenaires : DAF, DIREN-DRIRE, DDE, ONF, collectivités, PAG, PNRG, organismes de recherche, Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement

Critères d'évaluation proposés :

- Classement des cours d'eau établi
- Taux de sites dégradés remis en état

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.4

Prendre des mesures conservatoires

Disposition Détaillée n°3.4.2

Identifier les zones à préserver en vue de leur utilisation future pour des captages d'eau destinée à la consommation humaine

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée a pour objectif de contribuer à préserver une ressource en eau pérenne et de qualité qui puisse être mobilisée dans le futur pour l'alimentation en eau potable de la population.

Il s'agit donc de prendre des mesures conservatoires fortes sur des milieux aquatiques prioritaires afin d'assurer la protection des bassins hydrologiques.

Les collectivités et/ou l'Etat veilleront à développer par différents moyens une politique garantissant une protection à long terme des ressources en eau potentiellement exploitables pour l'AEP. Des contraintes d'occupation du sol devront notamment tenir compte des autres activités existantes ou potentielles susceptibles d'altérer de façon chronique ou accidentelle la qualité de ces ressources en eau.

Cadre réglementaire : Arrêté du 17 mars 2006

Pilote : DAF / PAG

Partenaires : DSDS, DAF, DIREN-DRIRE, ONF, Conseil Général, C.C. et communes, France
Domaine, Parc Amazonien de Guyane

**Critères d'évaluation
proposés :**

- Cartographie des zones à protéger
- Pourcentage du territoire recensé

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.4

Prendre des mesures conservatoires

Disposition Détaillée n°3.4.3

Engager les aménagements d'espaces agricoles à préserver les ressources en eau et les milieux aquatiques

Descriptif de la Disposition Détaillée

Il s'agit d'amener les activités agricoles, dès le premier stade de leur aménagement, à limiter leur impact sur la ressource en eau et les milieux aquatiques. Pour ce faire, les axes suivants seront développés :

- suivre l'occupation de l'espace par l'agriculture ;
- réaliser des études d'impact pour tout projet d'aménagement hydro-agricole en zone sensible, vis-à-vis des travaux d'assainissement, de drainage, de remblayage, de curage... ;
- inciter l'implantation d'activités agricoles sur des secteurs ayant déjà fait l'objet d'exploitation et sur des secteurs à intérêt écologique moindre à l'échelle de la Guyane ;
- inciter au respect des bonnes pratiques (contrôle des plans d'épandage...) lors de l'attribution des parcelles agricoles ;
- réfléchir à une planification territoriale du développement agricole ;
- encourager l'établissement de cartes des potentialités agricoles afin de mieux gérer les activités agricoles au regard des impacts des modes d'occupation des sols, des pratiques agricoles, des infrastructures, des ressources en eau et de l'environnement ;
- mettre en place une gestion conservatoire des sols en consolidant et actualisant la connaissance agro-pédologique des sols et en mettant en place un suivi de l'évolution de la qualité des sols.

Cadre réglementaire : Directive nitrates (n°91/676/CEE du 12 décembre 1991) / LEMA

Pilote : DAF

Partenaires : DAF, DIREN-DRIRE, EPAG, Chambre d'Agriculture, Parc Amazonien de Guyane

Critères d'évaluation proposés :

- Cartographie des potentialités agricoles établie
- Planification territoriale agricole mise en place

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.4

Prendre des mesures conservatoires

Disposition Détaillée n°3.4.4

Limitier l'extraction aurifère en lit mineur et l'interdire dans les espaces à forte valeur patrimoniale

Descriptif de la Disposition Détaillée

Il est établi que l'extraction aurifère en lit mineur est dévastatrice pour les milieux et les espèces.

La Directive Cadre Européenne sur l'eau prévoit la préservation des masses d'eau, afin d'atteindre un bon état écologique et qualitatif à l'horizon 2015. Ceci suppose notamment la préservation des lits mineurs des masses d'eau de surface.

Aussi, il est nécessaire de réduire l'impact de l'activité aurifère sur la qualité des milieux aquatiques, en minimisant l'extraction dans les lits mineurs des rivières. En particulier, les ZNIEFF de type 1 et les séries d'intérêt écologique de l'ONF constituent des espaces à forte valeur patrimoniale qu'il convient de défendre au-delà des seules zones réglementairement protégées.

Le projet de schéma départemental d'orientation minière (SDOM) prévoit un zonage qui peut aller jusqu'à une interdiction stricte de l'activité. Dans les zones autorisées à l'activité, et qui pourront être jugées sensibles pour l'atteinte du bon état des eaux, des contraintes fortes sur l'évaluation des impacts et des mesures correctrices et compensatoires des effets devront être mises en place

Cette disposition détaillée nécessite de poursuivre l'inventaire des ZNIEFF.

D'autre part, actuellement, l'extraction aurifère est interdite dans les flats de largeur supérieure à 20 m. Par analogie, pour les demandes d'exploitation relatives à des cours d'eau dont le lit mineur a une largeur supérieure à 7,5 m et inférieure ou égale à 20 m, la police de l'eau s'appuie sur l'arrêté du 27 août 1999 qui impose une distance minimale de 35 m entre la berge du cours d'eau et les bassins d'exploitation avec maintien, dans tous les cas, de la ripisylve dans cet espace.

Le projet de schéma départemental d'orientation minière propose de fixer ces dispositions par arrêté préfectoral, avec interdiction d'exploitation à partir de barges dans tous les cours d'eau, interdiction d'exploitation dans le lit mineur des cours d'eau de plus de 7,5 mètres de large, et contraintes d'exploitation dans les autres cas

Cadre réglementaire : Articles L211-2, -3, -7, -12, L212-5-1, L213-21, L214-4, -17 et -18, L215-10, L432-6 du code de l'environnement

Pilote : DRIRE-DIREN

Partenaires : DRIRE-DIREN, DAF, DDE, ONF, CCIG, PAG, Opérateurs miniers, associations de protection de l'environnement

Critères d'évaluation proposés :

- Cartographie des zones d'interdiction ou de contraintes d'exploitation établie
- Arrêté préfectoral fixant les conditions d'exploitation en fonction des largeurs de cours d'eau

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.4

Prendre des mesures conservatoires

Disposition Détaillée n°3.4.5

Développer les opérations de conservation et de préservation du littoral

Descriptif de la Disposition Détaillée

Des actions existent déjà pour contribuer à préserver les milieux et les espèces des 300 km de littoral guyanais où se concentrent 90% de la population et des activités économiques : sites préservés par le Conservatoire du Littoral, réserves naturelles, espaces naturels du département. Elles doivent être largement soutenues et encouragées du fait de la richesse environnementale de ces milieux et des menaces anthropiques qui pèsent sur eux.

La gestion des espaces naturels préservés du littoral doit également être soutenue.

Le SDAGE préconise donc de :

- maintenir les mesures de préservation existantes ;
- développer l'acquisition publique des espaces sensibles en renforçant en particulier l'action de préservation des espaces remarquables et des espèces du littoral : renforcement de la stratégie d'intervention du conservatoire du littoral
- développer les mesures réglementaires de préservation si nécessaires : arrêté de biotope, réserves naturelles, réserves de biosphère...etc.
- développer la gestion des espaces préservés du littoral : recherche de gestionnaire, élaboration et mise en œuvre des plans de gestion.

Cadre réglementaire : Article L322-1 à 9 du code de l'environnement

Pilote : DIREN-DRIRE

Partenaires : DIREN-DRIRE, DDE, Conservatoire du Littoral, IFREMER, Collectivités, Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement

Critères d'évaluation proposés : - Surface d'espace sensible acquis

Orientation Fondamentale n° 3

Connaissance et gestion des milieux aquatiques

Disposition n°3.4

Prendre des mesures conservatoires

Disposition Détaillée n°3.4.6

Assurer la préservation des zones humides

Descriptif de la Disposition Détaillée

La préservation et la gestion durable des zones humides sont qualifiées d'intérêt général par le code de l'environnement.

La disposition détaillée vise donc à s'assurer de la préservation des zones humides afin de garantir leurs rôles épuratoire et de zone tampon, ainsi que leur intérêt floristique ou faunistique. Cette action consiste à :

- établir un inventaire des zones humides sur l'ensemble du territoire ;
- définir une hiérarchisation en identifiant des zones d'intérêt et en les confrontant aux activités anthropiques se développant ;
- promouvoir un classement en zone RAMSAR ;
- préserver sur du long terme, par mesure réglementaire ou par intervention du conservatoire du littoral pour les zones humides du littoral.

Les aspects relatifs à l'amélioration de la connaissance du fonctionnement des zones humides sont appréhendés dans la disposition détaillée n°3.1.2.

Cadre réglementaire : LEMA / loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux / Convention RAMSAR

Pilote : DIREN-DRIRE

Partenaires : DIREN-DRIRE, Conservatoire du Littoral, Conseil Général, PNRG, PAG, Conservatoire des espaces naturels, Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement

Critères d'évaluation proposés :

- Inventaire des zones humides réalisé
- Surface des zones humides littorales acquises

Orientation Fondamentale n° 4

Gestion des risques liés à l'eau

Disposition n°4.1

Améliorer la connaissance et la prévention des risques sanitaires

Disposition Détaillée n°4.1.1

Identifier et résorber les causes de non-conformité des eaux de baignade

Descriptif de la Disposition Détaillée

Le contrôle sanitaire effectué par la DSDS incite la collectivité à interdire la baignade lorsque les résultats sont non-conformes. Cependant, il est nécessaire d'identifier et de travailler sur les causes de la non-conformité.

Cette mesure nécessite de :

- disposer d'une cartographie régulièrement mise à jour des sites de baignade ;
- contrôler les eaux de baignade et identifier les sites non-conformes.

La mesure est à décliner par les collectivités pour chaque site non-conforme par :

- le recensement des rejets anthropiques effectués sur le littoral (pluvial inclus) susceptibles d'influencer la qualité des eaux de baignade. Cette étape peut nécessiter la prise en compte des comportements individuels ;
- l'identification des rejets et/ou des comportements engendrant la non-conformité des eaux de baignade ;
- l'identification et la mise en œuvre d'une démarche de résorption des causes de non-conformité.

Cette démarche est axée sur la qualité des eaux de baignade mais il paraît adapté de prendre en compte la propreté et la salubrité des plages dans la démarche.

Par ailleurs, s'il s'avère que les causes de la dégradation des eaux de baignade se situent à l'amont de la commune impactée (impact lié par exemple à des eaux continentales), il sera nécessaire d'y remédier à une échelle intercommunale.

Cadre réglementaire : Directive baignade (76/160/CEE) / Articles D1332-1 à 9 et L1332-1 à 9 du code de la santé publique / Article L2213-23 du code général des collectivités territoriales / Article L216-6 du code de l'environnement / Décret 2007-983 du 15/05/2007

Pilote : DSDS

Partenaires : DAF, DSDS, C.C. et communes

Critères d'évaluation proposés :

- Recensement des rejets anthropiques dans les sites non-conformes
- Nombre de jours où les zones de baignade sont interdites à la baignade
- Ratio entre le nombre de procès-verbaux dressés et le nombre de points de rejet non-conformes identifiés

Orientation Fondamentale n° 4

Gestion des risques liés à l'eau

Disposition n°4.1

Améliorer la connaissance et la prévention des risques sanitaires

Disposition Détaillée n°4.1.2

Articuler surveillance épidémiologique, maintenance et contrôle des équipements, notamment en zone rurale ou en zone d'habitat insalubre

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée se fonde sur le fait que l'adduction d'eau potable et l'assainissement sont les seules véritables mesures de prévention des épidémies de maladies d'origine hydrique. De fait, il est entendu que l'émergence localisée de telles épidémies constitue un indicateur d'une déficience du fonctionnement et/ou de l'utilisation de ces infrastructures.

La surveillance et la cartographie épidémiologiques (action inscrite au PRSE) permettent de localiser les zones dans lesquelles se déclarent des cas isolés, des cas groupés voire des épidémies de maladies d'origine hydrique. Les zones géographiques touchées par ces épidémies feront l'objet d'une évaluation de leurs équipements destinés à l'AEP et à l'assainissement. Des mesures d'amélioration des installations et/ou de leur fonctionnement seront à identifier et à mettre en œuvre de façon prioritaire par les collectivités.

Pilote : DAF / DSDS

Partenaires : DSDS, DAF, DDE, C.C et communes

Critères d'évaluation proposés : - Nombre de jours durant lesquels l'équipement est resté défaillant (défaillance manuelle ou humaine)

Orientation Fondamentale n° 4

Gestion des risques liés à l'eau

Disposition n°4.1

Améliorer la connaissance et la prévention des risques sanitaires

Disposition Détaillée n°4.1.3

Contribuer du point de vue environnemental à la réduction des risques d'exposition des populations au mercure

Descriptif de la Disposition Détaillée

Depuis le 1er janvier 2006, l'utilisation du mercure pour l'exploitation aurifère est interdite en Guyane (arrêté du 8 juin 2004).

Cette disposition détaillée vise à résorber les risques induits par le mercure ayant été utilisé auparavant et qui est largement mobilisé à l'heure actuelle, par diverses activités anthropiques.

Elle comporte les volets suivants :

- poursuite des actions de contrôle du respect de l'arrêté du 8 juin 2004 par les opérateurs miniers ;
- amélioration de la connaissance de la propagation et de l'accumulation du mercure dans les milieux et les espèces aquatiques ;
- mise en place d'un réseau de suivi adapté ;
- sensibilisation des populations aux comportements susceptibles de les conduire à ingérer certains poissons contaminés par le mercure (ce point est repris dans le 5.5.1).

Cadre réglementaire : Directive 84/156/CEE / Arrêté du 21 novembre 1991 / Arrêté Préfectoral n° 1231/SG du 08 juin 2004

Pilote : DSDS / DIREN-DRIRE

Partenaires : Pôle de compétence « mercure »*, BRGM, IRD, Collectivités, CCIG, Opérateurs miniers, associations de protection de l'environnement, Parc Amazonien de Guyane

Critères d'évaluation proposés : - Nombre de contrôle relatifs à l'arrêté du 8 juin 2004

Orientation Fondamentale n° 4

Gestion des risques liés à l'eau

Disposition n°4.1

Améliorer la connaissance et la prévention des risques sanitaires

Disposition Détaillée n°4.1.4

Sécuriser l'AEP des populations en mettant en place des dispositifs de sécurité et un plan départemental d'intervention en cas de pollution majeure

Descriptif de la Disposition Détaillée

La sécurisation de l'alimentation en eau potable répond à la volonté d'assurer une distribution permanente d'une eau potable à l'ensemble de la population Guyanaise. Ceci passe par :

- une diversification des ressources captées et le développement d'interconnexions (D.D. n°1.1.2.) ;
- la définition de périmètres de protection et leur inscription dans les documents d'urbanisme (D.D. n°1.1.4.) ;
- la mise en place de dispositifs de sécurité stricto sensu (la disposition détaillée courante).

Il est prévu :

- d'élaborer un plan départemental d'intervention en cas de pollution majeure ;
- de sécuriser les installations de pompage en eaux de surface et les installations de traitement par rapport aux pollutions accidentelles, notamment les hydrocarbures ;
- de sécuriser l'alimentation électrique ;
- d'évaluer le niveau de sécurité des installations par rapport aux problèmes structurels et aux actes de malveillance potentiels.

Pilote : Préfecture

Partenaires : Préfecture, DSDS, DAF, Office de l'Eau, Conseil Général, C.C. et communes, distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Plan départemental d'intervention actualisé
- Nombre d'installations de pompage sécurisées

Orientation Fondamentale n° 4

Gestion des risques liés à l'eau

Disposition n°4.2

Améliorer la connaissance et la prévention des risques naturels

Disposition Détaillée n°4.2.1

Développer la connaissance des inondations en capitalisant les informations historiques

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition vise à maintenir la mémoire collective des inondations. Il s'agit de :

- mettre en place une banque de données capitalisant les données disponibles sur les évènements (aspects hydrologiques et pluviométriques notamment) ;
- associer une banque de données iconographique et un système d'information cartographique (photographies, revue de presse, relevés cartographiques) ;
- effectuer, le cas échéant, le relevé des laisses de crue (missions de terrain).

Il est prévu que cette disposition détaillée bénéficie de la numérisation du cadastre, aspect non prévu dans le cadre du SDAGE.

Cadre réglementaire : Code de l'environnement

Pilote : DIREN-DRIRE / DDE

Partenaires : DDE, DIREN-DRIRE, BRGM, IRD, Météo-France

Critères d'évaluation proposés : - Constitution de la base de données

Orientation Fondamentale n° 4

Gestion des risques liés à l'eau

Disposition n°4.2

Améliorer la connaissance et la prévention des risques naturels

Disposition Détaillée n°4.2.2

Mettre en place un schéma départemental des risques naturels majeurs

Descriptif de la Disposition Détaillée

Le schéma départemental des risques naturels majeurs devra prendre en compte les risques liés aux inondations, aux mouvements de terrain et à l'érosion du trait de côte pour les aspects relatifs à l'eau.

Cadre réglementaire : Code de l'environnement, livre V titre VI, chapitre 5

Pilote : Préfecture

Partenaires : Préfecture, DDE, DIREN-DRIRE, Conseil Général

Critères d'évaluation proposés : - Schéma départemental réalisé

Orientation Fondamentale n° 4

Gestion des risques liés à l'eau

Disposition n°4.2

Améliorer la connaissance et la prévention des risques naturels

Disposition Détaillée n°4.2.3

Lutter contre l'érosion des sols

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'érosion des sols engendre une augmentation de la turbidité des fleuves (donc une modification temporaire de leur écosystème), une remobilisation du mercure et le risque de perte de terres utilisables pour l'agriculture ou la sylviculture. La reconquête d'un sol fortement érodé est particulièrement difficile à conduire.

Cette disposition détaillée vise donc à promouvoir :

- le maintien de la ripisylve (maintien d'une zone non traitée en bordure des fleuves) ;
- le maintien d'une couverture végétale sur les zones à fortes pentes ;
- l'amélioration des techniques de réhabilitation des zones déforestées (sites miniers et agricoles) afin de limiter la mobilisation du mercure par ruissellement.

Pilote : DAF / ONF

Partenaires : DAF, DIREN-DRIRE, ONF, BRGM, Chambre d'Agriculture, CCIG, Opérateurs miniers, Parc Amazonien de Guyane

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de projet d'aménagement ou d'exploitation incluant un maintien de ripisylve sur X m du cours d'eau
- Surface de zones déforestées réhabilitées

Orientation Fondamentale n° 4

Gestion des risques liés à l'eau

Disposition n°4.2

Améliorer la connaissance et la prévention des risques naturels

Disposition Détaillée n°4.2.4

Elaborer et mettre à jour les plans de prévention des risques liés aux inondations et à l'érosion du littoral

Descriptif de la Disposition Détaillée

Le processus comprend plusieurs étapes complémentaires

- poursuivre l'élaboration des études de risques nécessaires en termes d'aléas et de vulnérabilité ;
- appliquer la méthodologie PPRI mise en place localement pour apprécier les enjeux de prévention ;
- poursuivre la réalisation des Plans de Prévention des Risques Inondations et Littoral suivant les priorités hiérarchisées.

L'inscription des plans de prévention des risques dans les documents d'urbanisme figure en 5.2.1.

La directive européenne inondations 2007/60/CE, dont la transposition dans le droit français doit être conduite avant le 26 novembre 2009, renforce l'importance de cette disposition détaillée. Cette directive impose en effet plusieurs échéances :

- 2011 : définir les zones à risque important (TRI) ;
- 2013 : cartographie sur les TRI ;
- 2015 : réalisation des plans de gestion de ces TRI.

Cadre réglementaire : Code de l'environnement, livre V titre VI, chapitre 2

Pilote : DDE / Préfecture

Partenaires : Préfecture, DDE, DIREN-DRIRE, Conseil Général

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de PPRI
- Nombre de PPR Littoral

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.1

Optimiser la gestion des données sur l'eau

Disposition Détaillée n°5.1.1

Mettre en place et optimiser le fonctionnement des réseaux de mesures qualitatives DCE

Descriptif de la Disposition Détaillée

Les réseaux de surveillance constituent un outil d'acquisition de l'information de base dans le domaine de la gestion qualitative des ressources en eau par masse d'eau :

- en contribuant à la définition d'objectifs de qualité ;
 - en permettant de relativiser les situations observées par rapport à ces objectifs.
- Ceci implique une optimisation du réseau de suivi de manière à avoir une couverture spatiale représentative des milieux aquatiques et la définition préalable d'indicateurs biologiques (cf. disposition détaillée 3.1.5).

Cette disposition concerne l'accroissement, la modernisation et la pérennisation du réseau de surveillance de la qualité des eaux (eaux superficielles, souterraines et littorales).

Cadre réglementaire : DCE

Pilote : DIREN-DRIRE

Partenaires : Office de l'Eau, DIREN-DRIRE, BRGM, IFREMER, PAG

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de points de mesure par réseau
- Fréquence de mesure par réseau

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.1

Optimiser la gestion des données sur l'eau

Disposition Détaillée n°5.1.2

Mettre en place et optimiser le fonctionnement des réseaux de mesures quantitatives DCE

Descriptif de la Disposition Détaillée

Les réseaux de surveillance constituent un outil d'acquisition de l'information de base dans le domaine de la gestion quantitative des ressources en eau par masse d'eau :

- en contribuant à la définition d'objectifs de quantité ;
- en permettant de relativiser les situations observées par rapport à ces objectifs.

Cette disposition concerne l'accroissement, la modernisation et la pérennisation du réseau de surveillance de la quantité des eaux (eaux superficielles, souterraines et littorales).

Cadre réglementaire : DCE

Pilote : DIREN-DRIRE

Partenaires : Office de l'Eau, DIREN-DRIRE, BRGM, IFREMER, PAG

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de points de mesure par réseau
- Fréquence de mesure par réseau

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.1

Optimiser la gestion des données sur l'eau

Disposition Détaillée n°5.1.3

Favoriser la valorisation des données sur l'eau

Descriptif de la Disposition Détaillée

Il s'agit de mettre en place un observatoire des données sur l'eau visant à :

- encourager les échanges de données et d'information entre les producteurs et les utilisateurs de données ;
- mettre en place les outils de gestion, de conservation et d'archivage des données ;
- participer à l'échange de données sur le plan national.

Un tableau de bord des données sur l'eau sera mis en place et mis à jour tous les 2 ans. L'ensemble des informations recueillies et traitées, en matière d'AEP, d'assainissement, d'équipement etc., devra être actualisé en permanence. Un volet spécifique sera consacré au littoral.

Les données disponibles sur les coûts unitaires des travaux seront mises à disposition dans un volet spécifique. Les coûts des ouvrages inscrits au programme de mesure y seront suivis.

Il s'agit donc de pérenniser cette fonction de mutualisation, d'analyse critique, d'évaluation collective et de valorisation des données à destination des décideurs et acteurs régionaux et du grand public.

Cadre réglementaire : Décret n°95-635 du 6 mai 1995 pris en application de la loi Barnier

Pilote : Office de l'Eau

Partenaires : Office de l'Eau, DIREN-DRIRE, DAF, DSV, DDE, DSDS, ONF, BRGM, IFREMER, ONCFS, Météo-France, Conseil Général, CCIG, CCCL, Distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Tableau de bord mis en place
- Tableau de bord mis à jour tous les 2 ans
- Nombre de visites annuelles sur le site internet de l'Observatoire

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.1

Optimiser la gestion des données sur l'eau

Disposition Détaillée n°5.1.4

Promouvoir le SIE

Descriptif de la Disposition Détaillée

Le système d'information sur l'eau définit les règles de coordination de l'ensemble des actions contribuant à l'amélioration des connaissances dans le domaine de l'eau. Le SIE répond à 3 exigences :

- répartir les rôles entre les différents acteurs publics en fonction de leur champ d'action traditionnel de compétences et fixer les modalités de financement de leur action ;
- définir les obligations des acteurs de l'eau adhérents au protocole SIE en définissant les règles homogènes en matière de production, de conservation et de mise à disposition des données ;
- fixer le mode d'organisation au niveau national (comité national et groupe de coordination) au niveau de chaque bassin (SDDE)

L'évaluation économique des usages de l'eau sera améliorée en complétant la partie économique du SIE, notamment par la connaissance des dépenses à la charge des usagers de l'eau en raison de la non-atteinte du bon état des eaux.

Cadre réglementaire : Circulaire du 26 mars 2002 / décret n°2002-1187 du 12 septembre 2002 (convention Aarhus) / directive 2003/4/CE du 28 janvier 2003

Pilote : DIREN-DRIRE / Office de l'Eau

Partenaires : DIREN-DRIRE, Office de l'Eau

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre d'acteurs contribuant au SIE
- Tableau de bord de suivi du SDDE

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.2

S'organiser pour assurer la cohérence des actions

Disposition Détaillée n°5.2.1

Prendre en compte l'eau dans les documents de planification relatifs à l'aménagement du territoire

Descriptif de la Disposition Détaillée

Les documents de planification, et notamment les documents d'urbanisme, doivent répondre à des principes de développement durable, et doivent notamment permettre d'assurer la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques, et la prévention des risques. Ainsi, les prescriptions des plans et documents suivants sont à prendre en compte pour l'élaboration des documents d'urbanisme :

- les Plans de Prévention des Risques, notamment relatifs aux inondations et à l'évolution du trait de cote (PPR Littoral) ;
- les délimitations des périmètres de protection ;
- les schémas directeurs d'assainissement et d'eau potable.

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations et objectifs du SDAGE et des SAGE le cas échéant, afin que les questions liées à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques soient pris en compte dans l'aménagement du territoire.

Les décisions d'urbanisme devront être conformes avec les prescriptions relatives à l'eau figurant dans les documents d'urbanisme.

Cadre réglementaire : Directive eau potable (80/778/CEE du 15 juillet 1980) / Code de l'environnement / Code de l'urbanisme

Pilote : DDE

Partenaires : Préfecture, DIREN-DRIRE, DDE, ONF, Conseil Régional, Conseil Général, Communes

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de contentieux en jugement pour cause de non-conformité avec le SDAGE ou sur un point relatif à l'eau
- Nombre de nouvelles servitudes relatives à l'eau (par ex : captage AEP, servitudes de passage sur le littoral, ...)

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.2

S'organiser pour assurer la cohérence des actions

Disposition Détaillée n°5.2.2

Poursuivre la réalisation des schémas directeurs d'Alimentation en Eau Potable

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs ne peut être envisagée lorsque les conditions ne sont pas réunies pour assurer, immédiatement ou dans un avenir maîtrisé, les conditions d'une bonne alimentation en eau potable et les conditions d'une bonne collecte et d'un bon traitement des eaux usées.

Le développement de l'urbanisme doit ainsi tenir compte des conditions de desserte des terrains par les réseaux publics. L'absence de cette réflexion préalable risque de remettre en question l'objectif de bon état des masses d'eau, celles-ci étant fortement susceptibles d'être impactées par l'absence des infrastructures nécessaires.

Il est donc recommandé de maintenir la démarche de réalisation et de suivi des prescriptions des schémas directeurs d'AEP communaux ou intercommunaux. On s'attachera à contrôler que les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics soient inscrites dans les documents d'urbanisme (cf. 5.2.1).

Cadre réglementaire : Directive eau potable (80/778/CEE du 15 juillet 1980) / Articles L121-1, L123-1, R123-9 et R123-14 du code de l'urbanisme

Pilote : DAF

Partenaires : Préfecture, Office de l'eau, DDE, DAF, DSDS, C.C. et Communes, Distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de schémas directeurs d'AEP mis en place (avec enquête publique réalisée)
- Nombre de schémas directeurs d'AEP intégré dans les PLU

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.2

S'organiser pour assurer la cohérence des actions

Disposition Détaillée n°5.2.3

Poursuivre la réalisation des schémas directeurs d'assainissement

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs ne peut être envisagée lorsque les conditions ne sont pas réunies pour assurer, immédiatement ou dans un avenir maîtrisé, les conditions d'une bonne alimentation en eau potable et les conditions d'une bonne collecte et d'un bon traitement des eaux usées.

Le développement de l'urbanisme doit ainsi tenir compte des conditions de desserte des terrains par les réseaux publics. L'absence de cette réflexion préalable risque de remettre en question l'objectif de bon état des masses d'eau, celles-ci étant fortement susceptibles d'être impactées par l'absence des infrastructures nécessaires.

Il est donc recommandé de maintenir la démarche de réalisation et de suivi des prescriptions des schémas directeurs d'assainissement communaux ou intercommunaux. On s'attachera à contrôler que les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'assainissement, ainsi que, dans les zones relevant de l'assainissement non collectif, les conditions de réalisation d'un assainissement individuel soient inscrites dans les documents d'urbanisme (cf. 5.2.1).

Cadre réglementaire : Article L2224-10 et R2224-6 à 17 du code général des collectivités territoriales / Articles L121-1, L123-1, R123-9 et R123-14 du code de l'urbanisme

Pilote : DAF

Partenaires : Préfecture, DDE, DAF, DSDS, Office de l'eau, C.C. et Communes, Distributeur(s) d'eau

Critères d'évaluation proposés :

- Nombre de schémas directeurs d'assainissement mis en place
- Nombre de schémas directeurs d'assainissement intégré dans les PLU

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.2

S'organiser pour assurer la cohérence des actions

Disposition Détaillée n°5.2.4

Intégrer dans les plans de développements touristiques les connaissances sur les relations avec les milieux aquatiques et vivants associés

Descriptif de la Disposition Détaillée

Afin de préserver le patrimoine naturel et donc de garantir une activité touristique durable, il est recommandé que tous les plans de développement touristique intègrent et respectent les grands équilibres connus entre les hommes et la nature.

La recommandation s'étend aux moyens mis en œuvre qui feront en sorte que le développement touristique soit adapté et géré en fonction de la sensibilité des milieux physiques et humains présents.

A cet effet, les connaissances relatives aux milieux aquatiques seront mises à disposition des organismes et institutions touristiques et des associations de protection de la nature afin de leur donner la possibilité d'un porté à connaissance du public.

Pilote : Organisme de référence sur le tourisme

Partenaires : DAF, DSDS, DIREN-DRIRE, Direction Régionale du Tourisme, ONF, Comité du Tourisme Guyanais, Organismes de recherche, associations de protection de l'environnement, Fédération du Tourisme de Guyane, Conservatoire des

Critères d'évaluation proposés : - Nombre d'aires protégées pour lesquelles un partenariat a été mise en place

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.2

S'organiser pour assurer la cohérence des actions

Disposition Détaillée n°5.2.5

Prendre en compte la dimension transfrontalière des fleuves pour harmoniser les actions

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition se place dans le cadre de l'objectif d'atteinte du bon état quantitatif et qualitatif des masses d'eau de surface. Ce bon état ne pourra être garanti en l'absence d'une gestion internationale des fleuves transfrontaliers.

Une vision – à défaut d'une gestion – transfrontalière du Maroni et de l'Oyapock pourrait s'appuyer sur les parcs naturels existant, tels que le Parc National Amazonien et le Parc Naturel Régional en Guyane ou le Parc National de Cabo Orange (Etat d'Amapa, Brésil), pour lequel il existe un accord avec le PNR de Guyane pour la gestion des ressources naturelles de l'estuaire de l'Oyapock. Une approche parallèle pourrait être conduite en s'appuyant sur des conventions cadre entre la France, le Brésil et le Surinam.

Cadre réglementaire : DCE / Articles L212-2-3 et R212-3 du code de l'environnement

Pilote : Préfecture

Partenaires : Préfecture, DDE, Conseil Général, PNRG, PAG, WWF

Critères d'évaluation proposés :

- Fréquence de rencontre entre la France et le Brésil et/ou le Surinam
- Nombre de projets conduits en coopération avec le Brésil et/ou le Surinam

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.3

Mobiliser des ressources financières

Disposition Détaillée n°5.3.1

Faire payer l'eau par l'eau

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée vise à rappeler un des aspects de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA).

Il y est prévu que l'utilisateur paye l'eau à son juste prix, pour que cela permette d'une part de limiter le gaspillage et d'autre part de « payer l'eau par l'eau » et donc de disposer d'un budget pour entretenir et renouveler les infrastructures existantes. Faire payer l'eau par l'eau implique que le prix de vente de l'eau couvre à la fois les investissements, l'exploitation, l'entretien et le renouvellement des ouvrages.

La tarification doit permettre d'assurer l'équilibre financier des comptes de l'eau des communes (nomenclature M 49 s'appliquant à tous les services de distribution d'eau potable et de gestion des réseaux d'assainissement et de stations d'épuration). Elle nécessite une réflexion d'une part sur la mise en place d'une solidarité entre les collectivités, et d'autre part sur une solidarité entre les usages (chartes de solidarité "eau").

Cadre réglementaire : Décret n°2007-675 du 02/05/07 / Décret n°2007-1868 du 26/12/07 / Arrêtés L2224-12 à L2224-12-5 du code général des collectivités territoriales

Pilote : Préfecture

Partenaires : C.C. et communes, Distributeur(s) d'eau, Office de l'Eau

Critères d'évaluation proposés : - Durée d'extinction de la dette par collectivités

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.3

Mobiliser des ressources financières

Disposition Détaillée n°5.3.2

Mettre en œuvre le principe usager-payeur

Descriptif de la Disposition Détaillée

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) prévoit la mise en œuvre du principe usager-payeur. Ce principe est par ailleurs retenu comme faisant parti des six questions importantes du district de la Guyane.

Il trouve sa déclinaison opérationnelle dans la mise en place et la pérennisation de la collecte des redevances par l'Office de l'Eau dont les assiettes et les taux sont définis par l'article 86 de la loi 2006-1772 du 20 décembre 2006.

Afin de faciliter son adhésion par les acteurs de l'eau, la mise en œuvre de cette disposition détaillée devra s'accompagner d'une phase de sensibilisation,

Cadre réglementaire : LEMA n°2006-1772 du 30/12/06 / Articles L213-10 à L 213-10-12 du code de l'environnement

Pilote : Office de l'Eau

Partenaires : Office de l'Eau, Comité de bassin

Critères d'évaluation proposés : - Taux d'impayés sur les factures de l'année par collectivités

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.3

Mobiliser des ressources financières

Disposition Détaillée n°5.3.3

Optimiser l'investissement public dans le domaine de l'eau

Descriptif de la Disposition Détaillée

Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec les dispositions du SDAGE. Dans les autres domaines, les décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions du SDAGE.

Les partenaires financiers publics de la politique de l'eau dans le bassin doivent privilégier le financement de projets portant sur les objectifs du SDAGE. Il convient de veiller à ce que les aides financières publiques ne contribuent pas à la mise en œuvre de projets incompatibles avec les enjeux définis dans le cadre du SDAGE.

Dans une optique d'amélioration de l'efficacité des financements publics, les principaux partenaires financiers de la politique de l'eau dans le district doivent poursuivre et renforcer les synergies entre leurs politiques d'intervention et leurs modalités de financement, ainsi que leurs politiques de contractualisation pour le domaine de l'eau. Il s'agit de mettre en place un lieu de concertation, voire de décision, en matière de financement afin de définir des pratiques d'examen des projets ainsi qu'une plateforme de conditionnalité communes.

L'analyse économique et l'évaluation des bénéfices environnementaux devront être développées en tant qu'outils d'aide à la décision.

Cadre réglementaire : Articles L212-1 et L212-3 du code de l'environnement

Pilote : DIREN-DRIRE

Partenaires : Préfecture, DAF, DIREN-DRIRE, DSDS, DDE, Office de l'Eau, Collectivités

Critères d'évaluation proposés : - Réalisation d'un document de cadrage

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.4

Suivre la mise en œuvre du SDAGE

Disposition Détaillée n°5.4.1

S'organiser pour suivre le SDAGE

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'efficacité du SDAGE dépend du suivi de sa mise en œuvre. Pour chacune des dispositions détaillées figurant dans le SDAGE, un pilote (collectivité, administration, Office de l'Eau,...) a été identifié. Il est chargé du suivi de l'avancement des actions prévues dans le cadre de la disposition détaillée. Ce pilote s'appuiera sur des maîtres d'ouvrage qui conduiront la réalisation des différentes actions.

Le Comité de Bassin se doit de pouvoir suivre régulièrement l'état d'avancement des dispositions prévues dans le SDAGE. A cet effet, des indicateurs de suivi technique seront définis et consolidés dans un tableau de bord qui sera mis à jour sur une base annuelle. Chaque disposition détaillée se verra attribuer un ou plusieurs indicateurs de suivi. Une partie de ces indicateurs est définie à l'échelle nationale.

Le rôle de chacun des membres du Comité de Bassin dans la fourniture des données utiles sera précisé.

Cadre réglementaire : Arrêté du 17 mars 2006

Pilote : Office de l'Eau / DIREN-DRIRE

Partenaires : Administrations, Collectivités, Office de l'Eau, producteurs de données

Critères d'évaluation proposés :

- Réalisation d'au moins une réunion annuelle entre les pilotes
- Avancement du SDAGE selon son tableau de bord

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.4

Suivre la mise en œuvre du SDAGE

Disposition Détaillée n°5.4.2

S'assurer du respect des engagements pris au titre de l'objectif d'atteinte du bon état écologique

Descriptif de la Disposition Détaillée

L'atteinte du bon état quantitatif et qualitatif des masses d'eau à l'échéance de 2015, voire ultérieurement en cas de dérogations, correspond à un engagement pris par l'état français auprès de l'Union Européenne.

Le district de la Guyane, au même titre que les autres districts situés sur le territoire français, se doit donc de respecter les engagements pris à ce titre.

Cadre réglementaire : DCE

Pilote : DIREN-DRIRE

Partenaires : Administrations, collectivités, DIREN-DRIRE, Office de l'Eau, Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement

Critères d'évaluation proposés :

- Taux d'avancement de la mise en œuvre du programme de mesures DCE
- Suivi de l'évolution de l'état quantitatif et qualitatif des masses d'eau

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.5

Communiquer et sensibiliser dans le domaine de l'eau

Disposition Détaillée n°5.5.1

Etablir un plan d'action coordonné de communication et d'éducation sanitaire sur le thème de l'eau potable, de l'assainissement et de la santé publique

Descriptif de la Disposition Détaillée

Les comportements individuels peuvent contribuer largement à de mauvaises conditions sanitaires (baignade dans des eaux polluées, consommation d'une eau non potable, mauvaise évacuation des eaux usées, exposition au mercure, devenir des déchets...). Les règles d'hygiène individuelles et collectives doivent être promues dans les milieux les plus défavorisés, que ce soit en zone rurale ou urbaine.

Il s'agira :

- d'identifier les différentes cibles : services techniques, politiques, élus, associations, individus, ...
- d'évaluer les besoins de chacun par rapport au niveau actuel de perception de la problématique eau potable, assainissement et santé publique,
- définir les actions par rapport aux cibles et aux besoins spécifiques et adapter les messages à différents niveaux de récepteurs,
- de rechercher les meilleurs modes de diffusion de l'information que ce soit en terme de support (internet, affiches, plaquettes, ...) ou de vecteurs (éducation nationale, centres de santé, distributeurs d'eau, médias, collectivités, mairies, autorités coutumières...) afin d'adapter les modes d'information aux différents contextes socioculturels présents et permettre la sensibilisation de toute la population ;
- d'inciter les industriels à sensibiliser et former leur personnel aux gestes qui préservent l'environnement, notamment aquatique, mais aussi indirectement leur propre sécurité ;
- de planifier des actions dans le temps et dans l'espace (actions ponctuelles et récurrentes, locales et générales ...) et en identifiant les animateurs et les moyens techniques et financiers à mobiliser.

Cadre réglementaire : Directive baignade / Directive eau potable (80/778/CEE du 15 juillet 1980)

Pilote : DSDS

Partenaires : DIREN-DRIRE, DSDS, DAF, Rectorat, Office de l'Eau, ADEME, Chambre d'agriculture, Collectivités, IRD, ONG, Associations de protection de l'environnement, Préfecture, Inspection du Travail, Office de l'eau, Chambres

Critères d'évaluation proposés :

- Choix des meilleurs modes de diffusion de l'information réalisé
- Nombre d'actions de sensibilisation

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.5

Communiquer et sensibiliser dans le domaine de l'eau

Disposition Détaillée n°5.5.2

Développer la communication sur les techniques et les impacts de l'extraction aurifère légale sur l'environnement et la santé

Descriptif de la Disposition Détaillée

Afin de répondre aux besoins d'information et de transparence concernant les activités d'extraction aurifère conduites légalement, un plan de communication sera mis en place. Celui-ci intégrera leurs impacts sur les milieux et les espèces aquatiques.

Il s'appuiera sur des données chiffrées et des résultats d'études validés collégialement.

Pilote : FEDOMG

Partenaires : DRIRE-DIREN, DSDS, DAF, ONF, Office de l'eau, CCIG, Opérateurs miniers, associations de protection de l'environnement

Critères d'évaluation proposés :

- Plan de communication mis en place
- Nombre d'actions de sensibilisation

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.5

Communiquer et sensibiliser dans le domaine de l'eau

Disposition Détaillée n°5.5.3

Sensibiliser l'ensemble des acteurs de l'eau et le grand public à la préservation des milieux aquatiques et à la gestion de l'eau

Descriptif de la Disposition Détaillée

Le patrimoine naturel de la Guyane et en particulier les milieux aquatiques constituent un atout formidable pour le département. Il est donc capital de pouvoir préserver les milieux aquatiques et favoriser leur gestion raisonnée, en associant l'ensemble des acteurs de l'eau (collectivités, industriels et miniers, agriculteurs, tourisme, activités de sports et de loisirs, gendarmerie,...).

Un plan de sensibilisation sera donc mis en œuvre, en prenant en compte les activités spécifiques de chacun des acteurs identifiés.

Certains gestes sont ancrés profondément dans les usages locaux. Aussi les moyens de communications utilisés doivent être parfaitement adaptés et leur élaboration locale est à privilégier.

Cadre réglementaire : Code de l'environnement

Pilote : DIREN-DRIRE

Partenaires : DIREN-DRIRE, DAF, DDE, Gendarmerie, Office de l'eau, PNRG, PAG, Collectivités, Chambres Consulaires, Opérateurs miniers, Comité du Tourisme Guyanais, Fédération du Tourisme de Guyane, Associations de protection de

Critères d'évaluation proposés : - Nombre d'actions de sensibilisation

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.5

Communiquer et sensibiliser dans le domaine de l'eau

Disposition Détaillée n°5.5.4

Sensibiliser et former aux bonnes pratiques agricoles et forestières

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition détaillée fait écho à la disposition n°2.1.2 : « définir et promouvoir l'application de bonnes pratiques agricoles ». La mise en pratique de bonnes pratiques agricoles et forestières en Guyane passe par une sensibilisation et une formation des agriculteurs et des exploitants forestiers.

L'intégration de cette disposition détaillée dans le cadre du SDAGE se base sur le fait que la préservation des milieux aquatiques passe par une bonne sensibilisation des différents usagers de l'eau.

Cadre réglementaire : Plan ECOPHYTO 2018 / GRENELLE

Pilote : DAF / Lycée Professionnel Agricole

Partenaires : DAF, DSDS, ONF, Office de l'eau, Conseil Général, PNRG, PAG, Chambre d'Agriculture / Lycée Professionnel Agricole

Critères d'évaluation proposés :

- Plan de formation mis en place
- Nombre d'agriculteurs formés par zone agricole

Orientation Fondamentale n° 5

Organisation pour la gestion de l'eau

Disposition n°5.5

Communiquer et sensibiliser dans le domaine de l'eau

Disposition Détaillée n°5.5.5

Promouvoir la mise en place d'une charte de « bonne conduite » dans les « espaces protégés » visant à mettre en valeur et protéger les milieux aquatiques

Descriptif de la Disposition Détaillée

Cette disposition prévoit la mise en place d'une charte de « bonne conduite » visant à conditionner le développement des activités touristiques à son bon respect. Cette charte définira des règles à mettre en œuvre pour développer – tout en les maîtrisant – les activités touristiques, sportives et de loisirs liées à l'eau. Ces règles sont relatives :

- à la préservation des écosystèmes aquatiques ;
- au respect des populations autochtones.

En conséquence, la capacité d'accueil des sites et de fréquentation des milieux aquatiques devra être évaluée.

On entend par « espaces protégés » les zones bénéficiant d'une protection réglementaire ou répertoriées dans un inventaire reconnu au niveau national.

L'intégration de cette disposition détaillée dans le cadre du SDAGE se base sur le fait que la préservation des milieux aquatiques passe par une bonne sensibilisation des différents usagers de l'eau.

Cadre réglementaire : Code de l'environnement

Pilote : PAG et PNRG

Partenaires : DIREN-DRIRE, DAF, DDE, Direction de la Jeunesse et des Sports, ONF, PNRG, PAG, Gestionnaires des réserves, Office de l'eau, Fédération du Tourisme de Guyane, associations de protection de l'environnement

Critères d'évaluation proposés : - Surface d'espaces protégés disposant d'une charte